

arsenal

CIBLE

Entre la religion du progrès et un fixisme qui ne permet pas de rendre compte de la réalité, y a-t-il place pour une conception autre, alliant l'ordre et le progrès, l'immuable et le changeant ?

THEME

La société de consommation : voie royale d'un paradis terrestre ou dernier avatar d'un capitalisme aliénant ? Au delà des slogans, une analyse qui réinsère les données économiques dans une perspective historique et qui débouche sur une remise en cause globale de la croissance quantitative.

IDEES

Nietzsche et le nihilisme. En introduction à l'étude d'une pensée qui retrouve aujourd'hui un regain de faveur, un ensemble de réflexions qui débouche sur une interrogation fondamentale.

Pouvoir politique et domination sociale. Malgré les liens qui unissent ces deux concepts, le domaine politique jouit-il d'une marge d'autonomie par rapport aux forces sociales ?

TENDANCE

Le Parti Communiste. Un parti conservateur de lui-même, gestionnaire en puissance de la société actuelle, ou un mouvement authentiquement révolutionnaire ? Un débat déjà ancien, mais qui retrouve actuellement toute son acuité.

ENTRETIEN

Alan Stivell. A partir de la redécouverte d'une tradition musicale populaire, une tentative de dépassement du folklore qui refuse de rompre avec les racines d'un peuple à la recherche de son identité.

N°3
FEVRIER.73

REVUE MENSUELLE
Le numéro 8 fr.



IR DIFFUSION

ccp la source 33-537-41

Boite Postale 558 75026 Paris cedex 01

**NOUS
DIFFUSONS
TOUS LES LIVRES
DONT
VOUS
APPRECEIEZ
LES CRITIQUES
DANS ARSENAL**

arsenal

ARSENAL

17 rue des Petits Champs

75001 Paris Tél : 742-21-93

CCP : ARSENAL La Source 30 737 24
revue mensuelle éditée par la **SOCIÉTÉ**
NATIONALE de PRESSE FRANÇAISE

Directeur de la Publication
Yvan AUMONT

Directeur
Bertrand RENOUVIN

Rédacteur en Chef
Philippe DILLMANN-BUCHEL

Comité de Rédaction
Arnaud FABRE
Michel GIRAUD
Yves CARRE
Gérard LECLERC
Michel LEDOYEN
Georges Paul WAGNER

Conseiller Artistique
François FLEUTOT

Imprimerie
DESIGN-GRAPHIC

Publicité
SNPF
17 rue des Petits Champs
75001 Paris
Tél : 742 21 93

DIFFUSION NMPP

Une revue comme les autres, ou différente des autres ? Nous nous en voudrions de trancher sur ce point, laissant ce soin à ceux qui nous lisent.

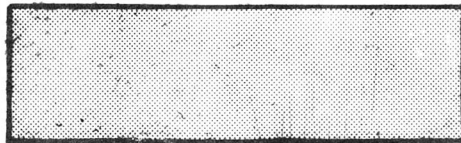
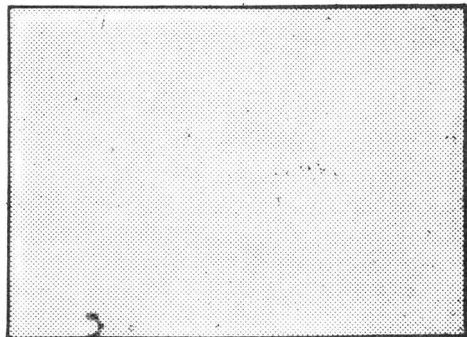
Du moins pouvons-nous dire ce que nous sommes et ce que nous voulons. Ce que nous sommes ? Sans doute des aventuriers qui refusent d'être de simples marchands de papier. Certainement des hommes libres, puisqu'ils ne dépendent d'aucune puissance financière ou idéologique.

D'aucuns diront des rêveurs. Nous en ferions alors de bien étranges, soucieux que nous sommes d'agir sur notre temps.

Mais l'action n'est qu'un mirage lorsqu'elle s'applique à une réalité que l'on connaît mal. Dans une société où tout paraît vaciller, dans un monde qui semble tourner plus vite, il est bon d'accorder un peu de son temps à la réflexion, sous peine de se laisser emporter par le torrent de la vie, sans plus jamais être en mesure de démêler l'éphémère du durable, l'apparence du réel, la vérité de l'erreur.

Discerner les tendances, analyser les idées en s'efforçant de retenir les plus fécondes, donner la parole à ceux qui pensent et qui agissent, mais aussi prendre parti sans complaisance, refuser les idées fausses sans souci de la mode, affirmer ce que l'on croît et dire ce que l'on veut, tel est l'essentiel de notre projet.

La cité, dans toute sa complexité, sera notre domaine. Et le bien commun notre ambition. Le champ est vaste et notre projet peut paraître démesuré. Mais l'enjeu est tel, et l'indifférence si grande, qu'il n'est que temps de s'en préoccuper.



Les aventures de la VIE.

Qu'il aille en rond ou en carré, en spirale, en hélice, ou qu'il laisse une trajectoire sans loi, le mouvement total du monde n'étonnera par sa vanité que les désœuvrés paresseux qui en attendaient leur salut. Les autres n'ont pas de surprises. Ils louent ou blâment ce qui arrive sans préjugé ni déception.

Charles Maurras

Depuis trente ans, que de tourbillons dans notre existence, que d'événements imprévisibles et de nouveautés incroyables. Tout semble bouleversé dans notre horizon familial comme dans la société, dans les techniques comme dans les mœurs. Et l'esprit s'épuise lorsqu'il tente de comprendre et de situer les idées et les faits nouveaux dont il est sans cesse assailli.

Non qu'il manque de points d'appui. Les idéologies en tiennent lieu, bien qu'elles n'aient pas échappé à l'universelle remise en cause. Des idées-mères demeurent cependant, dispensatrices de sécurité et de bonne conscience : quand tout bouge autour de soi, le plus commode n'est-il pas de se rallier à l'idée simple de la bienfaisance du mouvement, quel qu'il soit et quoi qu'il emporte ? Idée réconfortante, et qui règne depuis longtemps sur le monde

des idées : que de poèmes n'a-t-on pas écrit, que de doctrines n'a-t-on pas fondé sur cette foi qui prend les allures d'une science. Le malheur est que cette science n'est pas née, nul n'ayant su établir la grande Loi qui dirait le *pourquoi* du mouvement et en indiquerait le terme. La simplicité de la religion du progrès n'est donc que simpliste, et illusoire la sécurité qu'elle dispense.

Mais le mouvement lui-même ne serait-il qu'une apparence et la nouveauté qui nous assaille la simple répétition de choses anciennes ? L'histoire en apporte maintes preuves. Les révolutions, en particulier, ne sont-elles pas, dans une certaine mesure, la répétition, tragique ou ludique, d'anciennes convulsions ? Dans leurs attitudes, et parfois dans leurs actes, les hommes de 1789 n'imitaient-ils pas les Romains, et les révoltés de Mai 1968 les communards ou les révolutionnaires de 1848 ?

Au-delà de ces analyses fragmentaires, ne convient-il pas de se livrer à une analyse sociologique et anthropologique qui ferait la juste part entre l'immuable et le changeant ?

Maurras l'avait entreprise, en particulier dans la postface de son *Chemin de Paradis*, et ses conclusions sont lumineuses, d'autant plus qu'il avait deviné, et réfuté par avance, les objections que lui feraient nos contemporains. A ceux d'entre eux qui affirment que les découvertes scientifiques et les innovations techniques remettent en cause les permanences sur quoi se fondent les sociétés et qui caractérisent l'être humain, Maurras répondait que ces découvertes ne faisaient que mettre au jour des phénomènes qui avaient existé de tous temps, le principe d'Archimède n'ayant pas attendu, pour régner, qu'Archimède naquit. Et l'avion, ou la conquête de la Lune, ne modifient rien d'essentiel dans l'homme. *En quoi*, demandait Maurras, *la nature des choses et de l'homme peut-elle être touchée de changements qui n'ôtent ni n'ajoutent à son désir, à son amour, à sa cupidité, à sa peur ?* Ainsi pour l'homme, ainsi pour la société soumise à des lois fixes sur lesquelles viennent s'appuyer - ou se détruire - les systèmes politiques, économiques et sociaux.

Reconnaître ces faits de nature et ces lois de physique politique, n'est-ce point la condition première de toute entreprise créatrice ? Maurras le pensait, qui reprenait la formule comtienne du *progrès développement de l'ordre*. Maxime aujourd'hui repoussée par tous ceux qui ne veulent retenir que l'un ou l'autre des deux termes, dressent entre un « ordre » et un « progrès » totalement travestis des barrières infranchissables. Car si la religion du progrès a ses zéloteurs, « l'ordre » conserve ses nostalgiques, qui nient le mouvement ou le tiennent pour malfaisant, par rapport à un passé fortement idéalisé. Sans doute leur philosophie première est-elle juste, qui prend appui sur des permanences reconnues, sur des lois établies. L'erreur survient lorsque l'observation s'efface devant le dogme, lorsque la philosophie de l'ordre devient un schéma qui mutile la réalité. On a alors tôt fait de nier tout ce qui dérange, quelle que soit l'importance du fait ou l'ampleur du mouvement, oubliant la réalité des progrès lents ou rapides mais aussi des ruptures qui jalonnent l'histoire.

Il y a pourtant, dans l'histoire de l'humanité, des événements qui brisent les rythmes, des cassures qui empêchent que tout soit comme avant., que ce soit la chute de l'Empire Romain, la Réforme ou la Révolution de 1789. Il y a donc des communautés, grandes ou petites, qui disparaissent par accident ou de mort lente. Peut-être la mort est-elle plus rapide pour les communautés figées, pour les corps durcis dans le refus de tout mouvement. La monarchie française, au contraire, n'a-t-elle pas duré dix siècles parce que, solidement appuyée sur ses lois fondamentales, elle savait conserver une extrême souplesse, toujours identique à elle-même, mais toujours autre cependant.

Aujourd'hui comme hier, on constate ce jeu subtil du durable et du mouvant. La vie connaît toujours des aventures, humbles ou bouleversantes, qui ne l'empêchent pas de demeurer éternellement même : notre temps en donne une foule d'exemples, qu'un livre ne suffirait pas à recenser. Ainsi la démocratie, qui s'organise toujours autour des mêmes principes et qui se heurte perpétuellement aux mêmes problèmes, toujours semblable à elle-même, changeante cependant parce qu'elle n'en finit pas de dérouler ses conséquences et combien mouvante dans le jeu des pouvoirs, dans la classe qui l'anime et dans les partis qui s'affrontent : voici le parlementarisme qui meurt et la technocratie qui apparaît puis se renforce, voici le Parti communiste qui tend à devenir anodin. Ainsi le capitalisme dont le visage actuel - la société de consommation - ne ressemble plus guère à celui qui était le sien au 19^e siècle. Ainsi les relations internationales, qui évoluent toujours selon les mêmes lois et qui doivent toujours tenir compte des mêmes faits - le fait national en particulier - mais qui sont aujourd'hui différentes de ce qu'elles étaient au temps de la guerre froide. Et n'en est-il pas de même dans le monde des idées, où l'on voit le marxisme, hier triomphant, s'étioler et se dissoudre en de multiples chapelles ?

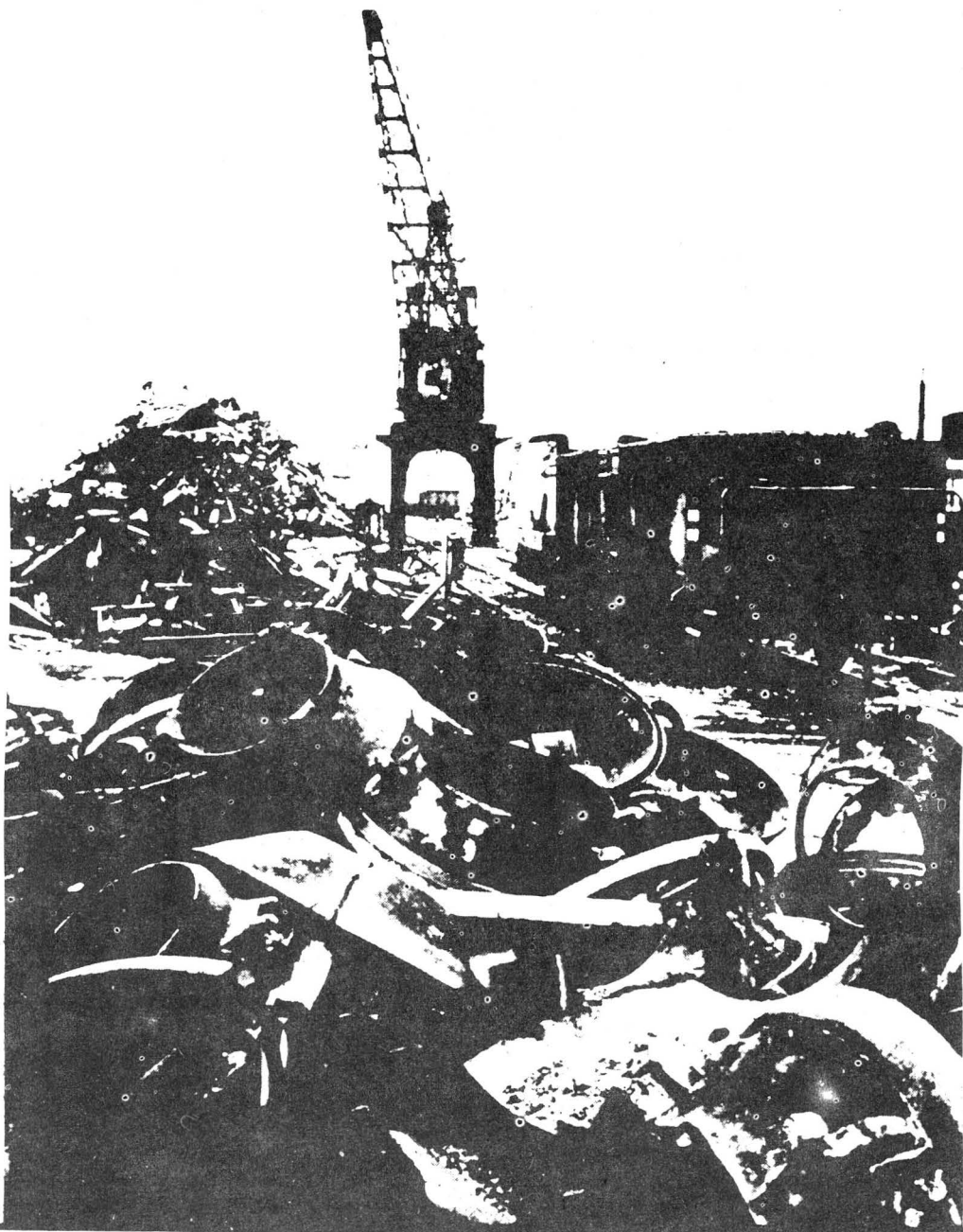
Au nom d'une fausse conception de l'ordre des choses, beaucoup nient ces transformations, peut-être parce qu'ils ont fort à faire pour apprivoiser les innovations techniques, peut-être parce que la stabilité d'un péril est plus rassurante qu'une nouveauté, même prometteuse. Ainsi en vient-on à s'exclure de la vie, à se tromper d'adversaire, à manquer les occasions qui se présentent. Le pur conservatisme en est la conséquence, qui ne porte plus sur les acquis du passé, mais sur le présent tout entier, y compris dans ses aspects les plus négatifs qui viennent étouffer le nécessaire soulèvement de la vie.

On le dit anarchique et destructeur. Mais si, au-delà des apparences, ce soulèvement annonçait le retour à l'ordre vrai et permettait à l'homme de retrouver ses multiples dimensions ?

Bertrand RENOUVIN

THEME

La société de consommation



LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

La « *société de consommation* » ! Deux noms que rien ne prédisposait à l'association, une expression le plus souvent péjorative, des plaidoyers passionnés, des débats houleux, une interrogation inquiète sur notre présent et le futur qu'il prépare. En définitive, s'agit-il d'une querelle d'école ou d'un problème essentiel, d'un problème de civilisation ? Encore faut-il savoir de quoi on parle. Qu'est-ce que la « *société de consommation* » ? A l'évidence, une SOCIÉTÉ CONTESTÉE, dont on peut tenter un essai de définition qui dépasse le pessimisme outrancier d'une contestation trop souvent ambiguë ou l'optimisme stérile d'une défense unilatérale. Examiner tour à tour la « *société* » et le phénomène de « *consommation* » permet de prolonger cette démarche exploratoire.

D'une société qui intégrait toutes les dimensions de la nature humaine, de la civilisation grecque puis de la civilisation chrétienne, l'apparition du capitalisme fit une SOCIÉTÉ UNIDIMENSIONNELLE où « *l'homo economicus* » devint la mesure de tout.

De même le phénomène de « *consommation* » s'intègre dans un ensemble plus vaste tenant de l'économie autant que de toutes les sciences humaines. Ainsi CROISSANCE et CONSOMMATION semblent devoir être intimement associées. Sans pour autant aborder tous les aspects du débat actuel sur la croissance économique, on peut dégager de l'étude de ses manifestations, de sa conception, quelques enseignements précieux pour la compréhension de la civilisation contemporaine.

une société contestée

par P. d'AYMERIES

une société unidimensionnelle

par A. FABRE

croissance & consommation

par DILLMANN-BUCHEL

Une société contestée

par
**Philippe
d'AYMERIES**

Il est indispensable d'essayer de définir la « société de consommation ». Considérée comme un ensemble cohérent, diverses approches sont possibles par l'examen des faits sociologiques, économiques, politiques. Observée comme la cible des critiques les plus radicales, ou des défenses les plus inconditionnelles, une telle société mérite qu'on l'étudie afin que se dégage l'un des aspects essentiels de la civilisation contemporaine.

Ayant fait naître les contestations en tout genre et des polémiques passionnées, la « société de consommation » apparaît, de prime abord, comme une société contestée. Contestée en tant que société établie, contestée dans ses motivations profondes comme dans ses manifestations les plus quotidiennes.

Contre elle les invectives se multiplient, auxquelles répondent les plaidoyers les plus inattendus. Or, tous deux ont pour inconvénient majeur, aux yeux de l'observateur, de donner de ce qu'ils prétendent tour à tour défendre ou condamner une image faussée, et partielle, d'un phénomène d'une rare complexité, d'une grande richesse.

La contestation égoïste

C'est ainsi que les pourfendeurs attirés de la « société de consommation » contribuent à renforcer l'ambiguïté inhérente à toute contestation. Révoltés contre les tendances massifiantes de la

société, ils se réfugient dans l'individualisme le plus sommaire. Militants de la « croissance zéro », disciples de Lanza Del Vasto, chantres du gauchisme écologique, ils prônent, pour la plupart, un retour à la nature parée pour la circonstance de toutes les vertus. Ils manifestent du dédain pour les facilités matérielles offertes à un rythme accru et n'ont de cesse de retrouver un idyllique « état de nature », tombant ainsi dans un néo-rousseauisme doublement ambigu.

D'abord par l'oubli, volontaire ou inconscient, du fait tangible que la nature vierge n'existe plus, à quelques exceptions près. Depuis des millions d'années, l'homme a toujours cherché à la dominer, à la domestiquer. Car la nature n'est pas, et n'a jamais été, un élément neutre, accueillant pour l'homme. Au contraire. Et l'histoire de l'humanité, sous quelque latitude que ce soit, est celle d'une agression permanente contre la nature. C'est d'elle que tout temps l'homme a tiré sa subsistance, c'est de son observation qu'est née toute science, source de toute technologie.

Par ailleurs, il apparaît que l'aspect statique de la contestation sous sa forme la plus récente, le « zégisme » (1), relève de l'utopie sinon du cynisme. Car les deux tiers de l'humanité sont confrontés aux problèmes quotidiens de la faim, de la maladie, d'une mortalité précoce ; dans les pays industrialisés, des îlots de misère criante subsistent et se développent, telles ces personnes âgées réduites à une quasi-mendicité, ou ces paysans acharnés à tirer

(1) « zégistes » = partisans de la croissance zéro (Zéro Growth)

de leur maigre lopin de terre de quoi survivre avec difficulté, et avec eux tous les « laissés-pour-compte-de-la-croissance ».

Bien sûr, à côté d'attitudes outrancières se développe une critique plus adaptée à ces réalités. Et ce n'est plus la croissance en soi, c'est la société engendrée par elle que l'on critique soit en faisant appel aux extrapolations les plus apocalyptiques, soit, dans la majorité des cas, en se fondant sur une analyse rigoureuse, sur une vision réaliste du monde, de ses limites comme de ses possibilités présentes ou futures. Cependant la « société de consommation » n'est pas seulement attaquée, violemment ou non, elle est aussi défendue avec plus ou moins de brio, mais souvent avec passion, quelquefois avec science.

Dans un récent essai-pamphlet, Jean Saint-Geours s'écrie : « Vive la Société de Consommation »! (2). Au-delà d'une vision très optimiste du monde contemporain, engendré par le système industriel, c'est un état d'esprit - assez caractéristique d'une génération - qui ressort de ce livre. Il est flagrant que les facilités matérielles prodiguées par la société actuelle sont sans commune mesure avec celles offertes il y a à peine quelques décades. Ceux qui ont souffert d'une pénurie de biens de première nécessité ne peuvent que se réjouir de voir disparaître l'inquiétude de la disette, face à une abondance de biens de consommation,

durables ou non, qu'aucune société n'avait jamais connue. La différence avec des temps encore proches apparaît plus importante encore dans le domaine des services collectifs. Et Jean Saint-Geours livre sans aucun doute la clé de son livre lorsqu'il écrit : « Au Pays Basque où mon père est né à la fin du XIX^e siècle, les conditions de vie étaient sommaires : aucune hygiène, peu de médecins ... les douaniers, les premiers instituteurs, et le début du tourisme introduisaient à peine quelques améliorations ».

Abondance de biens, abondance de services, amélioration de la vie quotidienne, voilà les caractéristiques les plus frappantes de la « société de consommation », avec également une possibilité de choix plus étendue, et une information très développée. Il n'est pas nécessaire de faire appel à de nombreuses statistiques pour appuyer cette constatation car une telle situation est ressentie quasi-quotidiennement. Quelques chiffres pourtant permettent de saisir dans sa dimension strictement matérielle l'amélioration quantitative de la vie de tous les jours. Ainsi le nombre de ménages possédant une automobile, en France, est passé de 21 % de la population en 1954 à 50 % en 1972. Ceux qui possédaient un réfrigérateur n'étaient que 8 % en 1954, moins de vingt ans plus tard ils sont dix fois plus nombreux (cf. tableau ci-dessous)

EQUIPEMENT DES MENAGES EN FRANCE

	1954	1972
Automobile	21 %	59 %
Aspirateur	14 %	55 %
Réfrigérateur	8 %	83 %
Machine à Laver	8 %	60 %
Téléviseur	1 %	75 %

(2) Jean Saint-Geours, « *Vive la Société de consommation* » (Hachette édit. 1971)

(3) Source : I.N.S.E.E. - *Comptes de la Nation* 1970

(4) Source : I.N.S.E.E. - *Annuaire Statistique*, 1970-1971

10 (5) Source : I.N.S.E.E. - *Economie et statistique* n° 6

De même de 1959 à 1970, le « volume » de la consommation globale des ménages en France a progressé en moyenne de 5,6 % par an (82 % en 11 ans) (3). Cet accroissement est directement dépendant de l'élévation du niveau de vie qui elle-même s'est traduite par une transformation de la structure des budgets familiaux. On remarque ainsi la diminution relative des dépenses affectées à la consommation « immédiate » (certaines dépenses d'alimentation, par exemple) au profit d'une consommation accrue de biens durables. Cette dernière a été multipliée par 2,4 sur dix ans (1960-1970), la consommation alimentaire par 1,2 (4), tandis que la consommation de services était multipliée par 1,6. Dans un budget familial français en 1950, 43 % des dépenses étaient affectées à l'alimentation, ce pourcentage a été ramené à 29 % en 1970 et passerait à 19 % en 1985 (5).

Si de telles statistiques permettent de mieux saisir la dimension quantitative de la « société de consommation », si elles fournissent le fond de l'argumentation de ses plus ardents défenseurs, elles laissent dans l'ombre plusieurs faits importants.

Une abondance sélective

Le problème de la « pyramide des revenus » est l'un d'entre eux. En effet si l'augmentation de la consommation individuelle (par opposition à la consommation collective : utilisation d'autoroutes, par exemple) est la résultante d'un accroissement de revenus, celui-ci s'est traduit plus par une translation globale que par une nette revalorisation des bas salaires.

Cette constatation d'une abondance sélective semble renforcer l'idée avancée par certains critiques qu'une telle société accentue les distorsions et les inégalités originelles plutôt qu'elle ne les résorbe. Tant que le revenu disponible pour la consommation n'a pas dépassé un certain

seuil, tout bouleversement de la structure de cette consommation entraîne des problèmes insolubles, générateurs d'insatisfactions. Il s'agit là d'un point d'importance, car la « société de consommation » n'est pas seulement une société où l'on consomme plus, c'est une société organisée pour la consommation. En tant que telle elle tente de rationaliser, suivant ses projets, les attitudes des consommateurs. L'entreprise économique, cellule de base d'une telle société à la recherche de l'abondance immédiate, s'organise alors pour la conquête de « marchés », de « segments de population » disposés à absorber sa production, suivant des modalités établies par elle. S'il existe dans telle partie du marché potentiel un surplus de revenu disponible, ou « revenu discrétionnaire » - selon l'expression de G. Katona - (6) c'est celle-ci qui sera visée en priorité, mais en fait l'attrait du produit débordera sur l'ensemble de la population.

La logique de l'objet.

Cette organisation de la société est directement perceptible par l'observation de ses modifications de structure intervenues en Europe après l'Amérique du Nord, depuis quelques décennies. En premier lieu une consommation accrue repose sur une plus grande disponibilité matérielle des biens de consommation. Et la révolution du secteur de la distribution est caractéristique de l'effort entrepris pour réaliser une « distribution de masse ». Par l'amélioration des moyens de communication, des modes de préservation des aliments périssables, des méthodes de vente, par la création de surfaces de vente de plus en plus étendu, des « supérettes » (120 à 400 m²) aux « hypermarchés » (plus de 2.500 m²), dont le nombre en France a été multiplié par dix en quatre ans (1968-1971). En second lieu l'entreprise économique, et par-delà la société dans son ensemble, a visé à développer la consommation par

une plus grande disponibilité psychologique des biens de consommation. Et c'est l'utilisation de plus en plus répandue de tous les moyens d'information, auditive, visuelle, tactile, transformés par une meilleure connaissance des motivations d'achat, en moyens de persuasion clandestine ou non.

On s'aperçoit alors que la logique interne d'une telle société rejoint celle de l'entreprise de production, que la « société de consommation » est avant tout une société de producteurs.

Cette société, non seulement a pour but implicite l'augmentation de la consommation globale, mais cherche également à réduire l'homme à sa seule dimension économique. C'est un fait que le consommateur est l'objet de tous les soins de la part des producteurs à tel point qu'ils utilisent tous les ressorts de son inconscient pour faire « passer » tel produit, tel « gadget ». Le mot est pour beaucoup synonyme de la civilisation actuelle que d'aucuns n'hésitent pas à nommer « civilisation des gadgets ». En fait il ne s'agit là que d'un aspect très minime de cette civilisation, car une « machine à laver la vaisselle », par exemple, n'est certainement pas un gadget mais bien une possibilité de libération de tâches terriblement astreignantes et répétitives à l'infini. Il s'agit plutôt d'une amélioration très concrète apportée à la vie quotidienne. Par contre le lancement de ce produit

nouveau utilisera toutes les possibilités offertes par les études de motivation, de même la concurrence entre marques différentes ne portera plus, très rapidement, sur l'objet en lui-même, mais sur tel ou tel point mineur de différenciation capable d'entraîner l'achat.

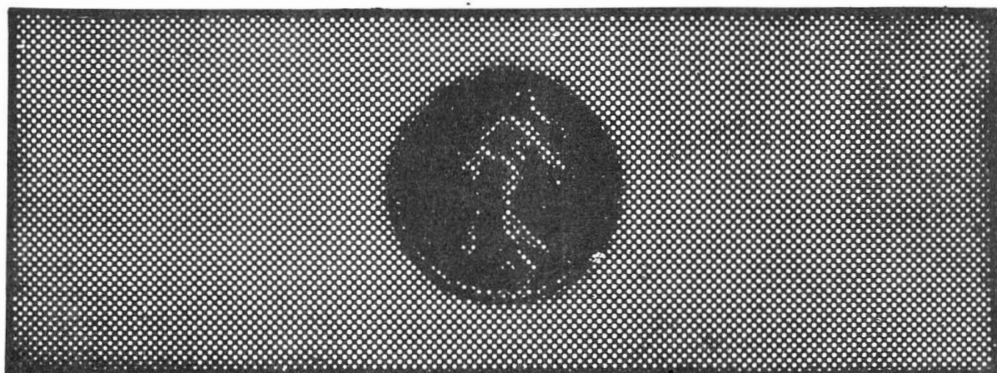
L'exemple du produit nouveau-type qu'est la « machine à laver la vaisselle » peut paraître peu probant. Par contre on peut citer, avec M. Fustier (7), le cas des fabricants de montres ajoutant à celles-ci des améliorations d'apparence, non indispensables, mais capables d'entraîner l'achat et justifiant d'un prix élevé.

En définitive la société dite « de consommation » entraîne l'homme, le consommateur à se définir, à s'individualiser, à se différencier par l'objet possédé, par le paraître plus que par l'être. C'est en cela qu'une telle société est le plus souvent considérée comme une société de l'objet, une société qui se caractérise par la passage de l'homme dominant l'objet à l'homme dominé par l'objet.

Pourtant elle profite d'un consensus général car elle rejoint dans ses manifestations une des grandes croyances actuelles, la nécessité d'une croissance économique forte et en constante augmentation. La « société de consommation » est en définitive modelée par la croissance économique autant qu'elle lui offre un cadre approprié.

P. d'AYMERIES

(7) Michel Fustier, « Le scandale des nouveaux produits » in « Economie et Humanisme » (Mars-Avril 1972)



une société unidimensionnelle

par Arnaud FABRE

L'aire géographique originelle du développement de la « société de consommation » est celle du monde occidental. Cela n'est pas un hasard. L'ensemble des progrès techniques qui ont concouru à la croissance économique, l'ensemble des idéologies qui ont fait de la consommation l'acte « humain » par excellence, constituent en effet à la fois un aboutissement et une perversion des idéaux occidentaux. Aboutissement, apogée peut-être, perversion le plus souvent, des attitudes de l'homme devant la vie et en premier lieu de l'attitude de l'homme devant la nature.

L'homme et la nature

Face à la nature, l'homme a deux problèmes à résoudre. Il lui faut d'abord subsister et, pour ce faire, tenter d'arracher ses fruits à la nature. Les activités de cueillette, de culture, d'élevage, l'utilisation des forêts, des métaux du sous-sol, sont pratiquement aussi vieilles que l'humanité et répondent du même souci : tirer de la nature de quoi se nourrir, se vêtir, s'abriter. Ceci fait d'ores et déjà justice du mythe actuel de la nature spontanément maternelle et nourricière. C'est au prix d'une lutte de tous les instants que l'homme parvient à survivre face à elle, grâce à elle aussi bien que contre

elle. Mais l'ambition de l'homme ne se borne pas à survivre au jour le jour.

La constatation de la fragilité de son être face à la puissance effrayante de son environnement naturel l'a entraîné à vouloir réduire ce déséquilibre soit par des opérations purement intellectuelles de « capture » de la nature - attitude de type magique - soit par la connaissance objective de la nature dans son ensemble, c'est-à-dire par la science, par la technique. L'étude inquiète ou aventureuse des phénomènes naturels, la mise au point de procédés techniques lui ont permis d'avancer dans sa volonté de domination.

De plus, le sentiment du caractère éphémère de la vie, l'interrogation, l'inquiétude et l'angoisse que suscitent la mort inspirent à l'être humain la volonté d'imprimer à la nature une marque durable, qui se perpétue après lui. Un exemple est donné, de cette volonté, dans le caractère anthropomorphique des bâtiments, des monuments, et même - au sens large - de tous les objets fabriqués par l'homme. Historien de la cité, L. Mumford relate que dans les premières communautés sédentaires, les constructions ayant une fonction essentiellement protectrice sont de véritables « blasons du corps féminin » ; ainsi, « les constructions les plus primitives : maisons, chambres, tombeaux, ont généralement une forme arrondie, rappelant ce premier moule des

mythologies grecques, dont l'empreinte fut prise sur le sein d'Aphrodite » (1).

De même la perspective de la procréation, par laquelle l'homme se dépasse à travers sa descendance aboutit en matière monumentale à de véritables représentations symboliques du phallus et de la vulve : telle la multiplication dans l'architecture urbaine, des obélisques, des tours, des colonnes, des voussures et des dômes.

Enfin par la médiation de l'œuvre de domination de la nature, l'homme cherche à rencontrer son semblable, pour communiquer avec lui, pour se définir par rapport à lui. Et le vecteur privilégié de la rencontre sera l'objet. On peut à cet égard parler d'un véritable langage des objets, premiers instruments de dialogue entre les êtres. Qui plus est, l'entreprise de maîtrise de la nature implique une action solidaire et dans le temps et dans l'espace. Le travail apparaît alors comme l'élément fondamental de l'association des hommes entre eux.

Les quatre motivations qui poussent l'homme à agir sur la nature : en tirer sa subsistance, en faire un miroir qui éternise son existence, rencontrer son semblable et la dominer pour la conjurer, se retrouvent - mais à des degrés divers - dans toutes les civilisations. L'activité industrielle de la Chine des Six Dynasties (316-580 ap. J.C.) ou du Japon de l'époque Edo (XVI^e-XIX^e siècles) est comparable à celle des cités grecques ou des républiques urbaines du Moyen-Age Occidental. Cependant, la volonté de domination, qui confine à la volonté de puissance, semble spécifique aux peuples indo-européens.

L'apport grec

C'est un fait que les métaphysiques de l'Asie prêchent davantage une attitude de contemplation et de soumission passive devant la nature plus qu'elles n'incitent à la dominer. Loin d'exalter l'agression et la bouleversement de la nature, le bouddhisme, l'hindouisme, assignent à l'homme comme fin dernière son anéantissement dans le nirvanâ, son immersion dans

le cosmos. Par ailleurs une série de fatalités géographiques et historiques ont empêché l'Afrique Noire de sortir du stade magique et d'un animisme primaire. Enfin, le fatalisme de l'Islam a entraîné une civilisation qui sut être très brillante à abandonner son dynamisme créateur.

Reste l'Occident : la volonté de maîtriser la nature forme son essence même ; la symbolique de « l'éros » grec en témoigne, qui exprime le désir conduisant l'homme grec à s'appropriier la nature - acte de domination proche dans l'esprit des grecs de la démarche amoureuse. Ceci explique que les Grecs se soient ingénies avec un acharnement particulier à tirer le maximum d'un sol ingrat et à humaniser les paysages agraires. Ceci explique également leur merveilleuse conception de la cité : tout dans l'organisation de la ville témoigne qu'elle est faite par l'homme et pour l'homme.

Ainsi les proportions de la cité grecque sont-elles réglées, le plus souvent, par le nombre d'or delphique qui détermine à la fois les harmonies architecturales de la ville et celles du corps humain. A la même époque, les villes de la Mésopotamie ou de l'Égypte - véritables mégapoles - cèdent aux tentations du gigantisme auquel la cité grecque échappe.

L'esprit aventureux, l'esprit conquérant caractérise par ailleurs les Grecs. Au VIII^e siècle avant Jésus-Christ, le surpeuplement de la péninsule hellénique est résolu par l'essaimage de ses cités sur tout le pourtour du bassin méditerranéen. Il s'ensuit un échange de marchandises, d'inventions, d'idées en progression constante entre les colonies et leur métropoles. Plus tard l'esprit mercantile se trouve incarné avec la ligue de Délos, instrument militaire de la domination athénienne.

L'effort grec de maîtrise de la nature par le progrès technique et l'organisation économique n'est d'ailleurs pas unique en son genre dans l'Europe de cette époque. Les Celtes - malgré une faiblesse certaine dans l'organisation sociale - se sont répandus sur tout le continent apportant leur art de travailler le fer. Grands voyageurs ils exportent leurs techniques de travail

des métaux de la Seine au Danube, voire de l'Ecosse à l'Anatolie.

Lorsque le bassin méditerranéen fut conquis et unifié par les Romains ces derniers systématisèrent - avec leur « esprit de géométrie » - les acquis techniques grecs. Les voies romaines, la navigation inter-méditerranéenne, l'exploitation des mines, la multiplication des constructions, concourent à faire du monde romain une ruche industrielle, en même temps qu'une aire définie par l'appartenance à une même communauté de civilisation. Et pourtant une telle civilisation ne se réduit pas à sa seule dimension économique.

Le primat de l'intelligence

Le monde gréco-latin est en effet directement dépendant à la fois du désir de dominer la nature et de la subordination de ce désir à un certain nombre de normes. Ainsi l'effort économique loin d'être ressenti comme une fin en soi est justifié dans la mesure où il permet à l'homme de développer son intelligence sur la nature. Intelligence ! Voilà le mot qui forme la base du « miracle grec ». Le Grec aspire non seulement à connaître le monde mais aussi à se connaître lui-même. Le primat reconnu à l'intelligence par la sagesse grecque explique dès lors aussi bien l'invention en matière économique, que la recherche artistique ou même métaphysique. N'est-ce pas d'ailleurs sur la même racine que la langue grecque a forgé le verbe qui désigne l'acte de fabrication *poiein* et le terme de poète ? Autrement dit, l'économie est intégrée à une civilisation qui la dépasse. La sagesse antique se refuse à faire de la multiplication des biens matériels une fin en soi pour l'homme. Bien au contraire les philosophes grecs ont su comprendre que si certains besoins physiologiques sont satiables, il n'en va pas de même de tous les autres besoins - également nombreux - faisant intervenir des éléments psychologiques et subjectifs. Dès lors apparaît la notion de choix - ou mieux de pondé-

ration - entre la quête sans fin de satisfactions matérielles dont l'homme ne pourra de toutes façons parcourir la gamme en entier, et la recherche d'une attitude devant la vie plus qualitative. Cette conception de la vie devient pour le Grec le ressort de son attitude devant l'objet, devant l'œuvre de l'homme ; ainsi l'artisan grec devient un artiste, ainsi une simple poterie - objet utilitaire par excellence - devient une œuvre d'art.

Enfin la vision grecque de l'homme est limitée par la nette conscience de sa finitude et du danger de céder à « l'ubris », à la démesure. Le culte des divinités du foyer et de la cité, pénètre la vie quotidienne et contribue à ancrer le citoyen dans l'idée que l'homme n'est pas la mesure de toutes choses, et donc à limiter sa volonté de puissance.

La conception médiévale

Une telle approche des rapports de l'homme et de la nature a été intégrée par la civilisation chrétienne du Moyen-Age. Il est vrai qu'elle a été par la même occasion considérablement transformée, dans sa concrétisation quotidienne comme dans sa finalité. Loin de mépriser le travail, la chrétienté médiévale l'a en quelque sorte sacralisé sans lui ôter pour autant sa signification économique. Il est conçu d'abord comme le moyen privilégié pour l'homme d'assumer sa condition, l'acte grâce auquel il se met en accord avec l'ordre du monde, ordre voulu par Dieu. Mais le travail n'est pas seulement cela : il est aussi un acte de charité et d'amour. Attitude ainsi très éloignée de toute résignation ou passivité devant la misère, comme de tout renoncement à améliorer les conditions de vie. C'est ainsi qu'aux XII^e et XIII^e siècles le fort développement démographique que connurent les peuples d'Europe a entraîné le plus grand mouvement de défrichement des terres que l'Occident ait jamais connu depuis le néolithique ; or sont les moines cisterciens qui ont pris bien souvent la tête de ce mouvement. li

est significatif que les deux siècles d'or du Moyen-Age se soient caractérisés à la fois par les grands défrichements, la renaissance urbaine et commerciale, et le renouveau intellectuel. L'homme médiéval tout comme l'homme grec cherche à maîtriser techniquement le monde en même temps qu'il cherche à l'expliquer. La phrase scolastique « Je comprends pour croire » constitue un bon contrepoint de l'activité industrielle des villes flamandes ou italiennes (2).

L'épanouissement économique et intellectuel du Moyen-Age n'est pas séparable de son épanouissement spirituel. La conception pluraliste des valeurs humaines telle que l'a élaborée la chrétienté médiévale, est en même temps une conception hiérarchisée : l'homme est « sous le regard de Dieu », pour reprendre une expression de Daniel-Rops. L'économie dans cette optique a une importance réelle mais non primordiale. La société est divisée non en classes, mais en « ordres » et le premier d'entre eux est celui du clergé. Dans ce cadre d'ailleurs le marchand n'a pas de statut bien défini, et une certaine méfiance est observée à son égard : tout se passe comme si la société médiévale ne parvenait pas à définir dans quelle mesure il crée de la richesse collective et dans quelle mesure il s'enrichit indûment.

Cette attitude rejoint celle des Anciens considérant l'activité du négoce comme indigne d'eux-même, mais ce préjugé était tombé en désuétude avec les échanges intra-méditerranéens, et ce sont les Grecs qui introduisirent la notion de commerce en Occident.

Cependant la position de l'Eglise face au phénomène marchand n'est pas exempte d'une certaine ambiguïté. Ses incertitudes face au prêt à intérêt, d'abord assimilé à l'usure et de ce fait condamné et interdit, puis toléré au prix d'une casuistique assez confuse, montre une certaine incapacité du catholicisme

de la Renaissance à intégrer le phénomène marchand.

Mais l'esprit de la civilisation médiévale trouve son symbole le plus puissant dans l'art : les cathédrales gothiques - œuvres admirables - ont été conçues avant tout comme des prières, certaines sculptures, parmi les plus belles, sont situées au sommet des tours, invisibles des fidèles, elles sont dédiées à Dieu seul. Ne tombons pas dans l'erreur de croire que ces cathédrales étaient alors les froids monuments qu'elles sont devenues - dans une certaine mesure - de nos jours. Notre-Dame de Paris, Chartres se trouvaient au cœur même de la ville, entourées de rues grouillantes de vie. Face à un tel épanouissement, il ne s'agit pas d'idéaliser cette société. Il est difficile d'ignorer que les conditions techniques encore précaires faisaient vivre l'Occident dans un état de pénurie quasi-permanent, tandis que la fête - dont on parle tant aujourd'hui, à tort et à travers - tenait, dans une certaine mesure, le rôle d'exutoire aux misères de la vie quotidienne. Du moins la conception de l'homme tenait compte de la complexité de la nature humaine, des aspirations multiples et souvent contradictoires qui se partagent l'être.

La crise des XIV^e et XV^e siècles - crise politique, religieuse, économique, voire climatologique et démographique (3), va provoquer la quasi-désintégration d'une société qui fut bien proche de son point de perfection - la fameuse *akmé*, chère aux grecs -.

Naissance de la société moderne

De cette époque datent les prémisses du débat actuel sur la croissance. C'est à partir du XVI^e siècle que le terme de « progrès » prend un sens nouveau. Les premiers éléments du drame de la société contemporaine sont en germe dans les bouleversements de cette période de l'his-

(2) On peut cependant déplorer dans les Universités une certaine dichotomie entre spéculation intellectuelle et maîtrise des techniques ainsi qu'une nette dépréciation de la seconde par rapport à la première. Mais la condition intellectuelle suppose peut-être une telle attitude.

(3) Entre 1348 et 1350, la peste Noire détruit un tiers de la population de l'Europe, et en 1467 Commynes décrit les vigneron du Bordelais qui emportent le vin gelé dans leur chapeaux ...

toire. Les découvertes de nouvelles terres, la navigation à travers l'Atlantique et l'Océan Indien, stimulent fortement l'activité marchande. La première Bourse s'ouvre à Anvers en 1531, et l'on peut d'ores et déjà parler d'un premier capitalisme, essentiellement commercial et bancaire.

Dans le même temps l'extraordinaire bouillonnement intellectuel de la Renaissance, aboutit à un élargissement des horizons intellectuels. Mais la crise de l'Eglise en ce XVI^e siècle, la faiblesse intellectuelle et le désordre moral de ses chefs et de ses docteurs, lui interdisent de renouveler la tentative réussie du XIII^e siècle, c'est-à-dire l'intégration de cette spéculation intellectuelle dans la vision chrétienne du monde. Dès lors on assiste à un glissement du théocentrisme à l'anthropocentrisme. Un courant très fort au sein du mouvement humaniste tend à exalter la « vertu » individuelle, l'honneur personnel, et à faire de l'homme un être capable d'omniscience et trouvant en lui seul des règles de conduite. Cet optimisme sur la nature humaine est sensible dans la tentative d'un Pic de la Mirandole voulant dominer tous les secteurs du savoir humain. Mais il se manifeste aussi par la bonne conscience affichée par les entrepreneurs capitalistes.

Les Médicis en sont le symbole presque parfait. Le désir de jouir, de s'enivrer de richesse et de beauté les conduisent à ce somptueux mécénat œuvrant au développement des arts et de l'éclat de leur cour. La poursuite prométhéenne de la puissance alliée à la recherche hédonistique de la jouissance, une conception du commerce radicalement étrangère à celle du peuple grec ou de la société médiévale - puisqu'il fut considéré à la fois comme un moyen (de puissance) et comme une fin en soi (de jouissance) - voilà l'un des aspects d'un capitalisme naissant à la fois encore faible et déjà triomphant.

Cet état d'esprit va être conforté dans son aspect individualiste par le protestan-

tisme. La célèbre thèse de Max Weber (« L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme », Plon, 1964) tout en apportant énormément à la connaissance de l'histoire économique mérite toutefois d'être nuancée, dans la mesure où l'apparition du capitalisme sous sa forme la plus conquérante est indéniablement antérieure à la Réforme (4). Il n'en reste pas moins que les analyses de Weber permettent de saisir la vraie dimension du protestantisme.

Privilégiant la notion de prédestination vis-à-vis de la grâce de Dieu, le premier effet de la Réforme, est de revaloriser le rôle du laïc dans la société, par rapport à celui du clerc, et en définitive, de supprimer toute médiation ecclésiale entre Dieu et l'homme, enfermant celui-ci dans sa solitude. Mais en admettant, encore que de façon diffuse, que le travail le plus efficace - économiquement - devient une manifestation de la grâce de Dieu, le protestantisme exalte le primat de l'activité industrielle sur l'activité spirituelle. Enfin le succès dans les « affaires » apparaît comme une justification de cette attitude, un signe que Dieu a choisi son élu. L'efficacité économique deviendra rapidement la norme principale de vie morale. Il est d'ailleurs significatif de constater que le capitalisme s'est développé avec le plus d'ampleur et le plus précocement dans l'aire d'expansion maximale du protestantisme (pays anglo-saxons, allemands, scandinaves).

Mais le protestantisme est loin de constituer la cause unique du capitalisme ; en dehors de toutes les incidences géographiques, de la localisation des richesses naturelles ou d'une situation politique propice, l'apparition de ce phénomène tient également de la prise en compte du rationalisme par l'économie.

Dès lors on va assister, en Occident, à une poussée du capitalisme naissant pour annihiler ou au moins subordonner toutes les valeurs pouvant constituer une entrave à la rationalité du progrès, considéré comme possible dans le seul domaine

(4) Au début du XVI^e siècle la plus grande banque est celle des Fugger, catholiques et financiers de Charles-Quint, et l'une des plus grandes exploitations minières est constituée par les mines d'alun de Tolfa dans lesquelles la papauté a des intérêts.

économique. C'est qu'une nouvelle révolution copernicienne place l'homme au centre du monde, tandis que le rationalisme propose une interprétation de la nature et du monde proche d'une véritable religion laïque de la science.

La lutte pour le pouvoir.

Poursuivant dans cette voie, le scientisme des XVIII^e et XIX^e siècles, vise à prendre la place du catholicisme. Un effort méthodique de laïcisation de la société est poursuivi, afin de séparer l'Eglise de l'Etat, de reléguer la religion à un secteur limité de la vie quotidienne. La volonté de la bourgeoisie voltairienne du XIX^e siècle d'utiliser l'Eglise comme instrument de justification de l'ordre économique n'infirme en rien cette constatation. Parallèlement, la rationalité capitaliste s'étend au domaine politique où tout est fait pour réduire le rôle de l'Etat, lui laisser les seules fonctions de garant de l'ordre, l'éliminer de tout rôle de direction ou même d'arbitrage en matière économique. A tel point que la lutte entre le pouvoir politique et les nouvelles forces économiques pourra déboucher sur une révolution ; la France est l'exemple le plus frappant de ce phénomène, le seul aussi d'une tentative - qui fut bien proche de la réussite - d'insérer la dynamique capitaliste à un projet de civilisation plus vaste.

L'Angleterre du XVIII^e siècle offrait l'image d'une symbiose presque parfaite de la classe politique et du capitalisme, la France reste jusqu'à la fin du XVIII^e siècle une société fondée sur les « ordres » et non sur les classes. Mais ces « ordres » se figent, se sclérosent et la monarchie en est consciente qui va essayer de donner un statut à la bourgeoisie pour intégrer son dynamisme au destin de la nation. Ainsi le colbertisme, ainsi la création des grandes compagnies coloniales, ainsi les facilités offertes à Law pour l'institution d'un système bancaire novateur - possible catalyseur de

l'économie - visent à établir la bourgeoisie non comme une classe mais comme un nouvel « ordre ». Mais cette tentative échoua par l'opposition de la noblesse et sous l'influence des encyclopédistes désireux de mettre fin à la structure historique et communautaire de la France d'Ancien Régime. 1789 laisse le champ libre à ces « dynasties bourgeoises » qui à l'exemple de la bourgeoisie anglaise surent donner une dimension « totale » au capitalisme, en faisant l'instrument d'un progrès économique sans précédent, mais aussi en forgeant une véritable régression de l'homme.

L'homme "enchaîné".

Et l'éthique du capitalisme libéral fondée sur l'exaltation de la volonté de puissance des entrepreneurs, l'isolement des individus dans leur solitude, la réduction de l'échange entre personnes à une dimension purement mercantile a pratiquement partout triomphé dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle. Le progrès est exalté, il est devenu une croyance populaire mais ses seuls aspects technologiques sont véritablement admis. Il n'est guère de science qui ne doive servir à la puissance industrielle. Tandis que Taylor impose dans les grandes unités de production le poids de son « organisation du travail », l'homme perd la possibilité de s'accomplir dans un travail mécanisé à l'extrême, lui imposant une notion de temps-maître et faisant de lui un « enchaîné ». C'est au nom de la rationalité que se créent les classes, et il est symptomatique de constater que l'opposition de ces classes sur les lieux de travail se retrouve au sein de la ville, elle aussi passée au « laminoir » des nouvelles valeurs productivistes (5). Parqué dans la cité, isolé dans son travail, l'homme aspire à retrouver le sens d'une communauté perdue. L'essor du syndicalisme lui donnera cette possibilité mais il la développera en marquant plus fortement la notion de la classe, renforcé dans cette

(5) C'est au XIX^e siècle que s'établit la dichotomie radicale entre les quartiers bourgeois et les quartiers populaires, ces derniers étant relégués à la périphérie des villes.

position par les théories marxistes ou utopiques.

Présentée comme un contraire, la praxis révolutionnaire élaborée par Marx et Engels n'apporte pour autant aucune véritable possibilité de promotion supérieure de la nature humaine. Conçue dans l'axe du capitalisme libéral ou du marxisme rigoureux la vision du devenir humain reste totalement monolithique et pour Marx c'est la puissance technique qui constitue le principe essentiel du devenir social et humain. Ainsi pour A. Birou, « Marx a été subjugué par la technique plus qu'il n'en a été le penseur. En définitive, il ramène la nature extérieure aux dimensions par où l'homme peut agir sur elle, et il réduit la nature humaine à la capacité de produire la technique » (6).

C'est à partir de ces idéologies que s'est construite la société moderne. Si la grande crise économique de 1929 a entraîné une intervention de l'Etat dans l'économie, celle-ci a pris une telle am-

pleur qu'il a cru bon de devenir entrepreneur au lieu d'en rester à un rôle incitatif ; il est vrai que la notion d'arbitre en politique lui était devenue totalement étrangère depuis longtemps. Soucieux - à juste titre - de l'équilibre général et, par tant, des problèmes sociaux attachés à la marche de l'économie, l'Etat en est venu à intégrer toutes les valeurs du système industriel. La société dans son ensemble s'est soumise aux principes de la rationalité capitaliste, l'économique a totalement subjugué le politique. Dans le domaine des services collectifs, l'Etat a suivi la même voie que l'entreprise économique, productrice de biens ou de services. Elle avait fait de l'homme un « outil de production », l'Etat, lui, a transformé le citoyen en administré, lui ôtant tout pouvoir sur sa destinée personnelle.

Le phénomène de consommation

A cet état de fait le phénomène de consommation apporte une autre ampleur, un achèvement en quelque sorte ; c'est ce qu'exprimait B. de Jouvenel : « Je crois que notre société industrielle souffre d'un malaise fondamental qui est d'ordre moral et politique, et qui se résume à ceci que l'individu n'a de pouvoir que dans le rôle irresponsable de consommateur. C'est en ce sens que notre société est vraiment une société de consommation. » (7) Ou, selon Illich, une société qui, à tout besoin, oppose un produit, un service (8).

Seulement la remise en cause d'une telle société vient maintenant de tous les horizons et l'opinion d'Aurelio Peccei, dirigeant de F.I.A.T. et l'un des fondateurs du Club de Rome, est à cet égard assez significative d'une inquiétude latente sur l'avenir de l'humanité. « La principale force motrice de la société moderne (...) semble être une foi illimitée en ses propres possibilités et réalisations scientifiques, technologiques, industrielles, et en leur développement ultérieur, écrit A. Peccei (9). Cette présomption, qui intoxique, vient de la conviction que l'homme est non plus une parcelle de la nature, mais le maître de la terre et qu'il peut exploiter son royaume à son gré. Elle a fait un héros de l'« l'homme faber », capable de transformer la pénurie en abondance, et elle a repoussé l'« l'homme sapiens » à l'arrière plan. Tous les peuples se sont ainsi laissés prendre au mirage d'une expansion économique sans limites. La glorification et la poursuite des valeurs matérielles, placées plus haut que tout et symbolisées par le P.N.B. et l'indice de consommation « per capita » sont les symptômes de ce syndrome de croissance, dont la conséquence la plus

(6) In « Options méditerranéennes » août 1971.

(7) Bertrand de Jouvenel, « Rencontres internationales », Paris 20-22 juin 1972

(8) Ivan Illich, « Une société sans école », Le Seuil, édit.

(9) « La bataille pour la terre » par Aurelio Peccei. Etude publiée conjointement par les journaux : « Le Monde » (France), « La Stampa » (Italie), « The Times » (Grande Bretagne), « Die Welt » (Allemagne de l'Ouest).

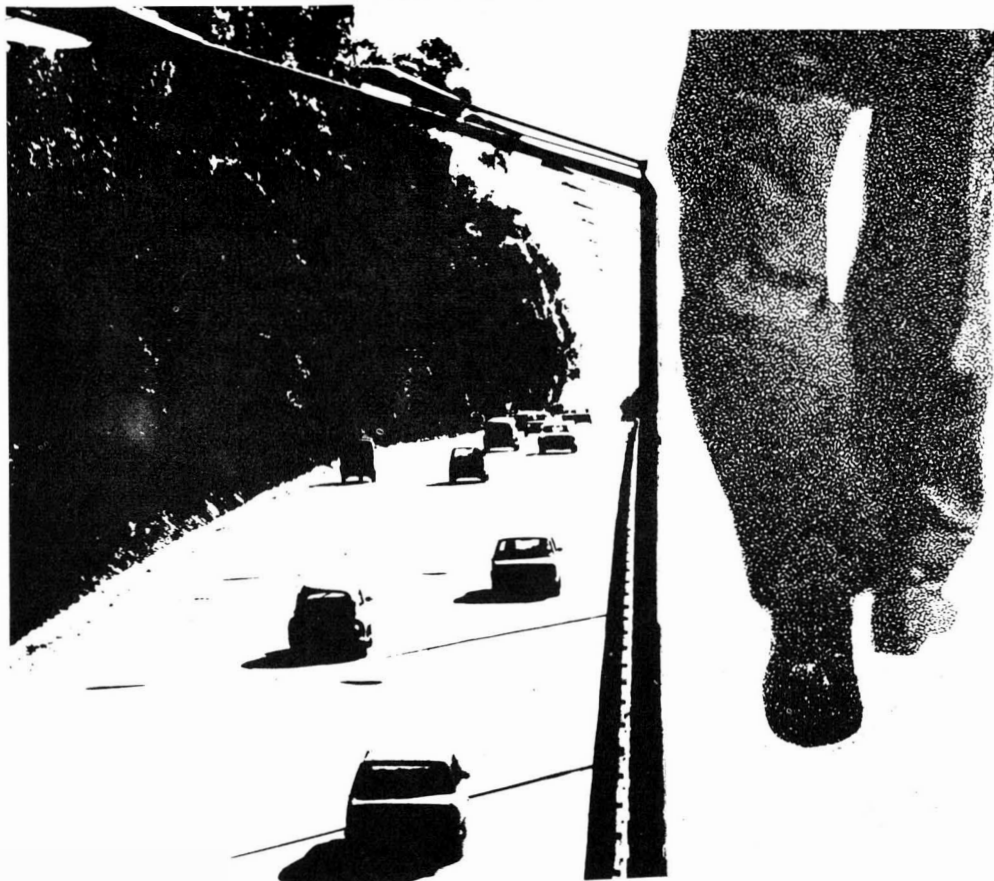
redoutable est l'érosion continue de la capacité dévolue à notre petite planète, finie, surpeuplée et probablement déjà bien malade, d'entretenir la vie ». Car cette ascension ne peut être sans limites. Après avoir soumis l'homme à sa logique de production-consommation, la société industrielle a cru pouvoir puiser à l'infini dans les ressources naturelles de la terre dans le même temps qu'elle en détruisait les ressources culturelles. La destruction de l'environnement n'est pas un mythe, un simple argument de contestation ; c'est une réalité de tous les jours. Si la pollution industrielle peut aisément être stoppée par l'industrie elle-même, que dire de la pollution du paysage urbain ; non seulement la diminution de la pureté de l'air ou de l'eau - ce n'est pas, encore, irréparable - mais l'accroissement des nuisances dans le domaine architectural, la subordination de la cité à la seule

dimension individualiste. Car l'on en vient à consommer de la « nature » comme n'importe quel bien de première utilité, car la notion de collectivité se dilue de plus en plus sous la poussée de la consommation individuelle.

Nous vivons dans un monde fini, cela devrait imposer à l'humanité la recherche de cette Conscience IV que Ch. Reich (10) n'a pu véritablement définir faute d'envisager une anthropologie qui intègre toutes les dimensions de la nature humaine. Une nouvelle attitude devant la vie semble nécessaire pour tenter de résoudre les contradictions d'une société unidimensionnelle. Encore faut-il que se développent des valeurs spirituelles aussi bien que culturelles, de nouvelles valeurs d'échange aussi bien politiques qu'économiques, des valeurs qui intègrent la connaissance historique et l'intelligence prospective.

Arnaud FABRE

(10) Charles Reich, « *Le regain américain* », Laffont, édit.



croissance & consommation

par Philippe
DILLMANN-BUCHEL

La technique récente du mode de croissance des sociétés industrielles a non seulement permis les débats les plus nombreux et les plus fructueux, mais aussi une remise en cause d'un certain nombre de concepts devenus usuels. La notion de développement, recouvrant celle de progrès, en premier lieu, celle de croissance aussi, bien sûr, mais surtout les notions de « consommation » et de « production ». Malgré le développement de théories économiques plus adaptées à la réalité actuelle, les concepts de « consommation » et de « production » restent fortement marqués par la théorie économique classique qui les considère comme les catégories fondamentales du schéma d'analyse qui part de la demande de consommation par les ménages, et en déduit la production des entreprises. C'est également une doctrine de l'économie classique que les orientations des producteurs sont guidées par les besoins et les désirs des consommateurs finaux : ménages, administration, Etat (1).

Domination de l'entreprise

En introduisant la notion de puissance au niveau de l'analyse économique, un économiste français, F. Perroux, a mis en

valeur l'effet de domination, de contrainte exercée par les différents partenaires du jeu économique (2). Ainsi, il s'avère que les consommateurs particuliers constituent dans leur ensemble, non point tant la « demande », mais essentiellement la « réponse », sinon la riposte, aux offres qui leur sont faites par les appareils de production, offres formulées dans un contexte économique et social façonné par ce même appareil de production (3). Cette analyse rejoint celle d'un autre économiste, J. Schumpeter, qui avant Perroux avait mis en scène la « volonté de puissance » de l'entrepreneur ; l'intérêt de ses travaux réside également dans sa vision anticipatrice du phénomène des entreprises de grandes dimensions dont la multiplication devait aboutir, selon lui, à l'établissement de cette « technostructure » dont J.K. Galbraith a fait l'analyse dans « Le Nouvel Etat industriel » (4). C'est dans cette situation que pour Galbraith, « la grande entreprise moderne a sous la main le moyen d'exercer une action sur les prix auxquels elle vend, comme sur ceux auxquels elle achète. Elle possède également le moyen de manœuvrer le consommateur pour qu'il achète aux prix dont elle est maîtresse. Ce contrôle et ce conditionnement sont indispensables à sa planification » (5). C'est dans cette mesure,

(1) Cela est surtout exact dans le cas de l'Etat ou des Administrations.

(2) François Perroux, « Esquisse d'une théorie dominante » in *Eco. appliquée* 1948. Cf. également « *Economie et société* » PUF 1960 ;

(3) Bertrand de Jouvenel, exposé « Sur la croissance économique », et son orientation à long terme, présenté lors des rencontres Internationales (Paris 20-22 juin 1972).

(4) Joseph Schumpeter, « Capitalisme, socialisme et démocratie », 1942.

affirme encore Galbraith, que « l'individu sert le système industriel non pas en lui apportant ses économies, en lui fournissant son capital, mais en consommant ses produits » (5).

La dimension économique du phénomène de consommation apparaît alors dans ce contexte de stratégie industrielle, comme directement reliée au phénomène de croissance. A ce stade d'analyse, on peut supposer que la « société de consommation » constitue l'aboutissement du renforcement du pouvoir de l'entreprise et de son environnement structurel ; pouvoir dont la rationalité est celle du progrès considéré non seulement comme développement des connaissances, mais aussi, et surtout, en tant que donnée quantifiable. Il semble alors impossible de dissocier croissance et consommation.

Or le procès de la croissance est ouvert. C'est celui de la notion même de croissance économique, c'est celui aussi de la structure socio-économique qui a rendu possible une telle croissance et qui a, par la suite, été transformée par elle. Mais avant d'analyser les divers facteurs de la croissance dans leurs interactions réciproques et leur action, directe ou non, sur la société, il est nécessaire d'examiner ce phénomène tel qu'il est aujourd'hui communément saisi. Et, ce qui apparaît de prime abord c'est que, dans son expression courante, la croissance n'est saisie que par ses éléments dénombrables. Alors que l'évolution démographique est aisément quantifiable, la production nationale formée d'éléments forcément hétérogènes ne peut se saisir qu'à travers le prisme déformant de sa valeur d'échange, de son aspect monétaire. Cette constatation provient des plus grands économistes actuels, tel O. Morgenstern pour qui, « le P.N.B. est un chiffre scalaire et non pas même un vecteur dont les composants

correspondraient aux divers secteurs de l'économie. Tout ce qui a pour résultat un accroissement des dépenses est enregistré comme « croissance » ... Si vous êtes immobilisés dans un embouteillage, vous consommez davantage d'essence, vous payez plus cher le kilomètre de taxi ... tout cela est comptabilisé comme un accroissement du P.N.B. ! » (6). Ainsi ce qu'on appelle le Produit National Brut (P.N.B.), ou mieux la Production Intérieure Brute, n'est pas autre chose que la somme des ventes des entreprises à des acquéreurs finaux qui n'y ajouteront aucune plus-value. Il est évident que cette méthode de comptabilisation (7) ne peut prendre en compte, comme facteurs de productions, que le « capital » et le « travail », censés contribuer au processus de production dans les proportions des rémunérations versées aux apporteurs de capital (actionnaires) et de travail (salariés). Par contre toute contribution immatérielle, celle de l'intelligence, celle des inventeurs et des techniciens, non rémunérée spécifiquement (8), n'apparaît pas. De même la nature est-elle considérée comme une réserve de richesses inépuisables et gratuites, puisque que seuls les coûts d'exploitation sont comptabilisés (9). Ainsi B. de Jouvenel a-t-il démontré que la mesure actuelle de la croissance économique ne permettrait pas, d'une part, de prendre en compte les effets non marchands du développement, d'autre part, de mesurer le coût des « nuisances » produites en nombre accru par la société industrielle. De même, le prix Nobel d'économie Simon Kuznets insiste sur l'aggravation des coûts sociaux du progrès économique, des « déséconomies externes », c'est-à-dire des coûts externes au phénomène productif (10).

Appréhendé dans sa seule dimension quantifiable, le phénomène de croissance est essentiellement mis en valeur par la

(5) John Kenneth Galbraith, « *Le nouvel Etat industriel* », Gallimard, 1968.

(6) Oskar Morgenstern, in « *La recherche* », déc. 1971 ; voir aussi « *Précision et incertitudes des données économiques* », Dunod, 1971.

(7) Méthode appliquée en France, et dans la plupart des pays industrialisés, avec des différences plus ou moins sensibles.

(8) Sauf si cet apport est effectué par une entreprise extérieure (société de conseil, audits, etc.) ; cela pourtant n'infirme en rien le raisonnement puisque cette activité est alors directement salariée.

(9) Sans parler bien entendu des frais d'exploration.

(10) Simon Kuznets, « *Economic Growth of Nations* », Harvard University Press, 1971.

comparaison dans le temps des productions nationales, c'est une donnée temporelle, basée sur la notion d'évolution relative. Rapportée à un indice de base 100, pour une année donnée, une production nationale sera en augmentation de 25 % si l'indice de l'année suivante est de 125, si une année plus tard cet indice atteint 150, l'augmentation est toujours de 25, mais le taux de croissance de 20 %, d'où une apparence de « ralentissement » en termes de croissance économique. La notion de « croissance exponentielle » réside ainsi non plus dans une augmentation constante, mais dans un taux de croissance au minimum identique à celui de la période antérieure.

En restant au niveau de l'analyse de l'accroissement de la production, il faut également discerner la part de croissance purement nominale de la croissance réelle. C'est tout le problème de la « déflation » auxquels s'attaquent les statisticiens sans pouvoir éliminer totalement les effets de l'inflation classique - c'est-à-dire mesurable - et ceux de l'inflation sans hausse apparente des prix. En effet, la prise en compte de l'innovation dans l'indice des prix ou dans la comptabilité nationale, assimile à un produit nouveau ce qui est présenté comme tel par l'entreprise même si l'innovation se réduit à une simple amélioration. Ceci fait négliger le facteur prix, puisqu'au produit nouveau est accolé un indice de base 100 négligeant délibérément la hausse importante du prix par rapport au produit ancien (11). Or cette hausse est directement ressentie par le consommateur. La notion de croissance, dans sa dimension purement « physique », apparaît donc très en-deçà de sa réalité globale.

L'idéologie de la croissance

La croissance reste pourtant une donnée essentielle de la société moderne, et il

importe d'en saisir rapidement ses facteurs comme ses manifestations. Au-delà des facteurs purement quantitatifs, amplement analysés tels la croissance et le changement de structure de la population, l'accroissement du capital mis en jeu, on a pu mettre en relief des facteurs qualitatifs. Des facteurs qualitatifs propres à la production et à son organisation (12), mais aussi des facteurs dits « résiduels ». En France, la Direction de la Prévision a conduit une étude dont les résultats peuvent être ainsi résumés :

- Taux de croissance annuel de la production intérieure brute
1949-1963 5,1%
- Contribution globale de la main-d'œuvre (0,6%)
(incluant notamment l'incidence de la composition par âges et par sexes)
- Contribution globale du capital (1,9%)
(incluant les effets de rajeunissement et de qualité)
- Facteurs résiduels (2,6%)

Ce tableau présenté par L. Stoleru (13) fait apparaître l'importance du progrès technique, des découvertes scientifiques et de leurs multiples applications techniques, ainsi que le rôle des techniques modernes de gestion des entreprises, non seulement au niveau de la gestion interne, des bureaux de méthode, des procédures de traitement de l'information, ou de gestion des stocks, mais également au niveau de la connaissance aussi précise que possible des marchés et du consommateur. « Phénomène fondamental propre à la société industrielle, et qui la définit » (14), la croissance a engendré une société faite par l'industrialisation et pour l'industrialisation. Une société qui a intégré en termes de Production les découvertes scientifiques les plus avancées. Une société qui s'est organisée dans cette optique de croissance non seulement au niveau de la production mais aussi de la consommation.

(11) Alain Chenicourt, « L'inflation ou l'anti-croissance », Robert Laffont-Usine Nouvelle. Voir aussi, « La croissance nominale » in Chroniques d'Actualité juin 1972, S.E.D.E.I.S.

(12) cf. la « fonction de production » de Cobb et Douglas.

(13) Lionel Stoleru, « L'équilibre et la croissance économique » Dunod.

(14) B. de Jouvenel op. cit.

On peut constater l'existence d'une logique et même d'une idéologie de la croissance. Si pour certains le profit - purement financier - reste la finalité ultime de la firme industrielle, la justification sociale semble être, pour l'entrepreneur lui-même, et à un niveau de perception supérieure, de « créer de la richesse » avec pour corollaire de « mettre en œuvre des techniques » (15) mais en filigrane la motivation la plus profonde est la « volonté de puissance ». Autres aspects de cette idéologie, l'affirmation du caractère avant tout économique du bien-être social, l'importance de la base technologique de l'économie, l'importance de l'innovation technologique, la nécessité de la croissance globale, « apparaissent (...) comme les concepts-clés sur lesquels se fonde l'idéologie de la firme industrielle » (15). Cette idéologie déborde la firme industrielle et imprègne, en définitive, toute la société industrielle. Or leur implication la plus manifeste, est la nécessité d'organiser les forces de production dans le but d'une croissance toujours accélérée et partant d'une consommation développée, organisée, planifiée. La société industrielle devient bien une « société de consommation », dans ses conséquences ultimes, dans la mesure où elle tend alors à assumer - par sa production - tous les besoins des hommes.

L'entreprise et son " marché "

Telle qu'elle était appréhendée, il y a quelques décades encore, l'entreprise avait pour fonction de répondre aux besoins rationnels des hommes. Si l'on tente de cerner les besoins humains, on peut en décrire de cinq types différents : les besoins physiologiques, les besoins de sécurité, les besoins de liens sociaux, les

besoins d'estime et de satisfaction, et enfin les besoins d'accomplissement, d'expression (16). Des deux premiers besoins on peut dire qu'ils sont des besoins d'« entretien », quasiment objectifs, et relativement vite saturables. C'est à la satisfaction de ces besoins que s'était attachée l'entreprise classique pré-industrielle, comme celle de la première période de la révolution industrielle. Les deux derniers besoins, considérés généralement comme des besoins de « développement » sont en fait des besoins purement subjectifs et difficilement saturables. C'est à leur satisfaction que vise la « société de consommation ». Quant au besoin de liens sociaux, il est à l'évidence à la jonction des deux catégories, à la fois objectif et d'ordre physico-biologique et à la fois subjectif et d'ordre philosophico-politique. C'est lui qui détermine l'intensité des autres besoins en assurant, en quelque sorte, la pondération entre les diverses tendances de l'homme.

En fait la firme industrielle moderne s'appuie davantage sur les pulsions de désirs que sur les pulsions de besoins (17), car les premières se prêtent mieux à diversification et orientation et surtout elles peuvent être utilisées par la publicité. Le primat est en effet donné au quantifiable, en même temps qu'aux « objets-exutoires ». Et cet état est caractérisé par le phénomène publicitaire, car « entre la société qui doit consommer et l'économie qui doit produire, la publicité fait le pont » (18), et avec elle, selon l'expression de Vance Packard, « la persuasion clandestine ». C'est le moyen privilégié de la « société de consommation » pour devancer sinon créer les besoins des consommateurs. Multipliant les objets, cette société multiplie aussi les signes ; appliquée à la société américaine cette fois le miroir et le modèle de (cette) so-

(15) Henri Bianchi, « Innovation et politique scientifique de la firme industrielle », in *Analyse et Prévision*, Futuribles, déc. 1972.

(16) Classification proposée par A.H. Maslow, « *Motivation and Personality* » (Harpers and Bros). Voir aussi F. Herzberg, « *The motivation to work* » (John Wiley and Sons 1959) qui distingue les besoins « Dissatisfiers » (ressentis par l'absence qui se traduit comme un manque) et les besoins « Satisfiers », ou motivateurs, (dont la présence a un effet positif et cumulatif). Analyse reprise par O. Gélienier in « *L'entreprise créatrice* » (Hommes et Techniques 1972).

(17) cf; Vance Packard, « *La persuasion clandestine* », Calman-Lévy, 1958, et « *L'art du gaspillage* », Calman-Lévy, 1962.

24 (18) Jean-Claude Colli, « *La France et sa réforme* », Denoel, 1972.

contenu du message publicitaire, « à la fois le miroir et le modèle de (cette) société » (18). C'est ce que note également V. Packard quant à la mise en condition du consommateur par l'intermédiaire des mass média : « L'Américain moyen ... présente les caractéristiques du parfait consommateur : il est inquiet, conformiste, agressif avec ses semblables et en prise à une envie chronique de biens matériels. Il les achète même quand il n'en a pas besoin, probablement parce qu'il est atteint du virus de l'achat » (17). L'effet « démonstration », ressort important de la consommation a totalement été pris en compte par la société industrielle qui s'est organisée dans cet objectif. Alors la notion de « changement » prend dans ce contexte socio-économique un relief tout particulier.

Plus que jamais, l'entreprise répond à cette définition de la société moderne : « Parmi toutes les civilisations qui sont venues au jour au cours de l'histoire, c'est la première qui érige le changement en valeur ; elle ne subit pas, elle le recherche » (19), elle s'organise dans ce seul but, et c'est en ce sens que l'innovation technologique devient pour elle une valeur, « parce qu'au niveau physique du système industriel, l'innovation est le moyen de la croissance, qui est, elle, la finalité ou plutôt le masque officiel de la finalité profonde qui est la volonté de puissance » (20). La nécessité d'organisation est alors tangible au niveau du travail comme des techniques mises en jeu dans le processus de production ; mais c'est également vrai dans sa volonté de contrôler la distribution de ses produits, d'inciter à l'achat.

Les techniques mises en oeuvre

On connaît la plupart des techniques de « marketing » ; au niveau du produit, de la distribution, de la publicité, de la promotion des ventes ou des relations publiques. Car l'entreprise ne se contente pas de produire, elle suit le produit jusqu'à la consommation finale. Par le ni-

veau du prix, la présentation, la qualité - intrinsèque ou apparente - la maniabilité, elle fait d'un produit souvent banal, un « objet » propre à satisfaire tous les besoins. Par l'intermédiaire des différents canaux de distribution, intégrés ou non, elle assure la mise en place du produit, sa présentation, son environnement physique et suggestif. Par la publicité, elle informe bien sûr, mais surtout elle utilise toutes les ressources de cette forme du message pour imposer un consensus d'achat au client potentiel, intermédiaire ou consommateur final. Par la promotion des ventes enfin, elle « riposte » aux appréhensions, aux doutes, à la force d'inertie du client potentiel, elle rend la publicité « plus vendeuse », elle incite à l'achat. En fait le produit est alors « pré-vendu », l'acte d'achat placé en situation. Tandis que grâce aux relations publiques, elle entretient un climat d'intérêt et de confiance autour de son activité, climat propre à lui gagner l'appui des divers prescripteurs. Mais l'ensemble des moyens mis en œuvre n'a pas seulement abouti à l'écoulement d'une production dont la valeur intrinsèque devient difficilement décelable, il a également permis le développement propre du système ; aussi, par exemple, toute publicité ne profite-t-elle pas seulement à un produit mais bien à tous les produits bénéficiant de pareils messages. Car malgré une certaine tendance à la « mithridatisation » déjà sensible aux Etats-Unis, vis-à-vis de la consommation, il est indéniable que tout message publicitaire pour un produit comme pour un service fait autant la « publicité de la publicité » que celle d'un « objet » quelconque.

Cependant un danger évident menace le producteur. En effet pour que la croissance soit exponentielle, il faut soit une croissance de la production également exponentielle, soit une nette amélioration de la productivité. Une telle amélioration nécessite toujours plus d'investissements nouveaux, donc, la possibilité d'un financement important rendu possible par de hauts taux de profit autant que par l'endettement. Dans les deux cas une

(19) Jean Ullmo, Préface à « L'entreprise créatrice », op. cit.

(20) Henri Bianchi, op. cit.

consommation accrue des produits fournis semble indispensable à la survie du système. Or le problème de saturation comme celui d'encombrement ne peut pas ne pas se poser.

A cette possibilité de limite de la croissance le producteur oppose plusieurs ripostes : accélérer l'obsolescence du produit, sa miniaturisation, son caractère attractif, ou sa vente hors de la zone saturée. Mais dans chaque cas le problème risque de s'aggraver. Un renouvellement accru du produit a pour premier inconvénient d'accroître le volume de déchets. Sa miniaturisation, si elle peut réduire l'encombrement, rend le coût du produit beaucoup plus élevé dans un premier temps. Le caractère attractif nécessite un environnement psychologique couteux. Quant à se porter sur une zone nouvelle cela implique des investissements importants, la rencontre d'une concurrence acharnée.

La riposte

En définitive c'est sur le rapport « qualité/prix » que l'entrepreneur jouera le plus volontiers. Au détriment de la satisfaction complète de l'acheteur. C'est de cette distorsion qu'est né le « Consumerism » dont il n'est pas étonnant que l'apparition ait eu lieu là où la « société de consommation » commençait à sécréter plus d'inconvénients que d'avantages. Un nouveau mythe s'écroulait alors, on s'apercevait enfin que la concurrence ne suffit pas à protéger le consommateur, supposé exprimer ses choix d'une façon totalement rationnelle. Sous l'impulsion de leaders tels que Ralph Nader le mouvement de défense des consommateurs a pris une ampleur inattendue. Il a secoué une économie persuadée d'être arrivée à son point de perfection. Il n'en a pas pour autant changé le visage. Mais un certain consensus général a été rompu. C'est dans cette brèche que se sont enfoncées les contestations de tout genre, et de toutes qualités, contre la « société de consommation » et la croissance économique. Pourtant il n'est pas certain que le rap-

port du M.I.T., par exemple, aussi contestable qu'il puisse être dans certaines de ses extrapolations, soit totalement dénué de portée. En fait il consacre une évolution capitale des mentalités vis-à-vis de la société industrielle, car « au moment où l'homme par l'apport de la science a cru se rendre maître de la nature, dépasser les nécessités du monde physico-biologique, il s'est soumis aux déterminismes d'un monde technico-industriel qui construit au-dessus de lui des superstructures bien plus écrasantes, à leur façon, que les forces cosmiques et naturelles des temps anciens » (21).

A l'évidence, la révolte des consommateurs - sous sa forme larvée ou dans ses manifestations les plus spectaculaires - ne porte pas, en elle-même, de solution à ce problème qui dépasse le simple phénomène de consommation et prend la dimension d'un fait de civilisation. De plus la théorie économique la plus récente n'a pu établir de liaison absolue entre le niveau de consommation et l'évolution de la croissance. Les difficultés rencontrées tiennent autant de la mesure de la croissance, que de la prise en compte des attitudes de consommation ; aussi est-il possible qu'un changement ponctuel dans les attitudes des consommateurs ne modifie que faiblement le processus de croissance économique. Il est cependant nécessaire de signaler la mise au point d'« indicateurs sociaux » (22) devant permettre d'éclairer la politique conjoncturelle des gouvernements non plus seulement en fonction d'indicateurs de tendances, de production ou d'investissement ou même de consommation.

On reste encore dans le domaine du quantifiable mais il est significatif que cet effort de compréhension de la société permette de mieux saisir combien la croissance économique crée de distorsions, de problèmes cruciaux, comme, par exemple, celui du chômage qualitatif. Il reste que la croissance économique est avant tout un fait idéologique qui a accéléré la construction d'un monde organisé, planifié, orienté autour d'un seul but : accroître sa puissance, dans le seul domaine du quantifiable, du mesurable.

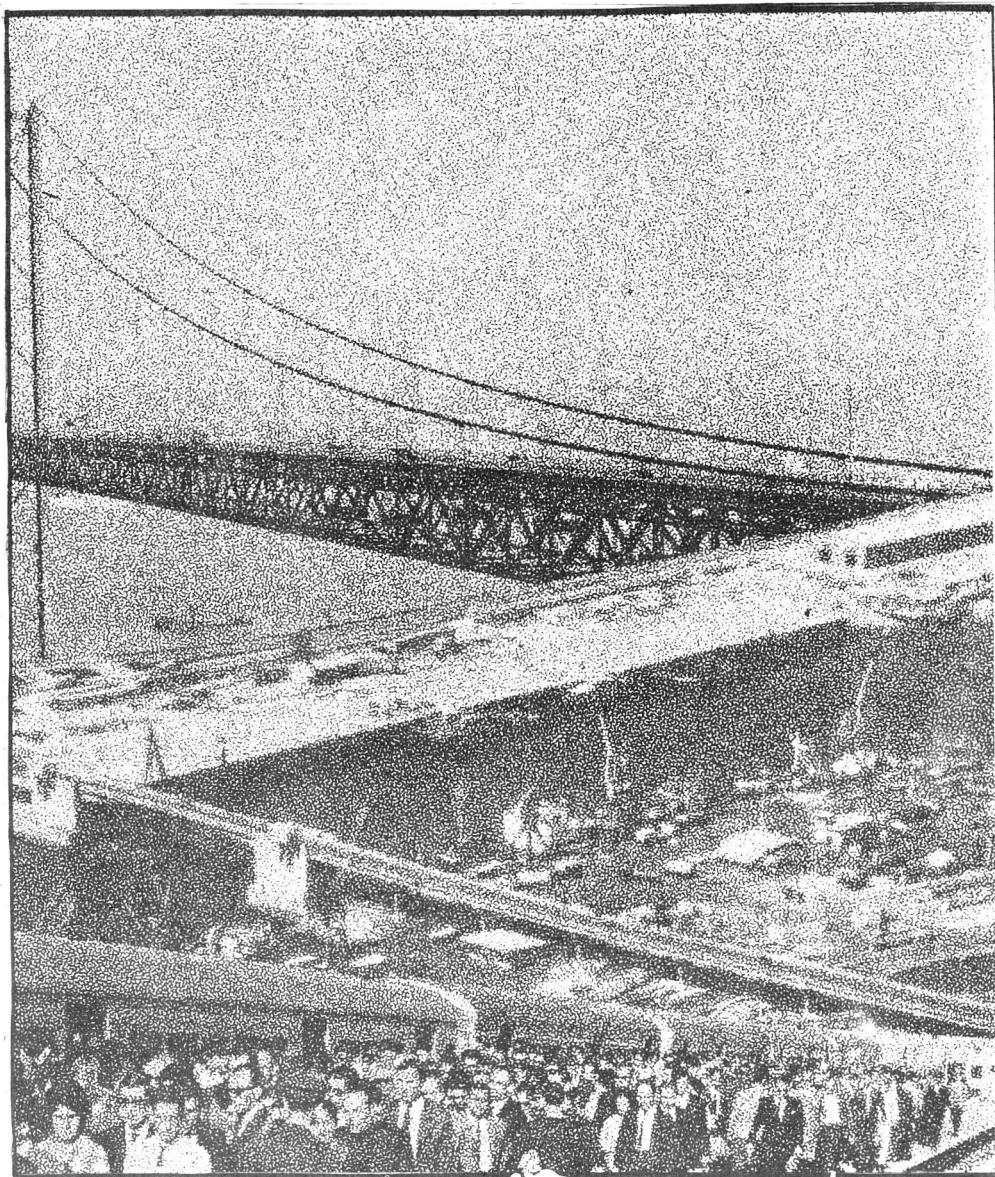
(21) Alain Birou, in « *Options méditerranéennes* », août 1971.

(22) Jacques Delors, « *Les Indicateurs Sociaux* », Futuribles, 1971.

Si les retombées de la croissance sont immenses dans le cadre de la vie quotidienne, si elles sont, sans conteste, inappréciables, elles ont pourtant le défaut majeur d'accroître les différenciations sociales, et aussi d'être terriblement envahissantes. De plus, le développement sans précédent des pays industrialisés s'accompagne de l'apparition de « nuisances » de plus en plus réelles, non seulement matérielles, mais qui menacent également l'équilibre physiologique et psychologique de la personne humaine. Celle-ci étant par ailleurs choyée dans le rôle pas-

sif de consommateur au détriment de ses autres possibilités. C'est en cela qu'il apparaît que la croissance économique n'a de valeur qu'à condition de ne pas chercher à subjuger l'homme dans sa totalité et de ne pas porter atteinte à son développement multidimensionnel. D'où la nécessité de la recherche d'une croissance « qualitative », d'où l'urgence de limiter l'économie à son rôle strict, d'acquiescer la possibilité pour l'homme de s'épanouir au-delà de la relation économique primaire.

Philippe DILLMANN-BUCHEL



Politique et domination sociale

Le domaine politique est-il autonome ou profondément dépendant du domaine social ? Au cours des siècles, cette question a été débattue par les écoles de pensée les plus importantes. Les conclusions des plus célèbres ne paraissent cependant pas décisives. Aussi Yves Carré s'efforce-t-il de faire le point dans ce qu'il appelle une « simple note ». Mais cette note est importante à deux égards : d'abord par ce qu'elle contient, ensuite parce qu'elle constitue une introduction à de prochains articles qui - tant sur le problème du pouvoir que sur le marxisme - reprendront et développeront les analyses qui suivent.

DEFINITION DES DEUX CONCEPTS

Je me propose de montrer qu'il est opérationnel de distinguer deux ordres de rapports :

- des rapports politiques qui relèvent du concept de « *pouvoirs* »
- des rapports sociaux qui relèvent du concept de « *domination* ».

Telle que je la conçois, la domination est un fait émanant de « *physique sociale* », qui ne dépend pas « directement » des volontés personnelles des dominants ou des dominés.

Le fait que les enfants d'origine urbaine réussissent mieux leurs études que les enfants d'origine rurale a peut être des causes, certainement des effets politiques, mais n'est pas, en soi, un phénomène de pouvoir politique. On pourrait multiplier les exemples de rapports sociaux d'inégalité : domination d'un producteur sur un marché, domination des « gros bataillons » sur les champs de bataille, domination d'hommes sur les femmes dans une société patriarcale, domination des propriétaires des moyens de production, etc...

Toutes ces formes de domination sociale sont bien sûr en relation avec les phénomènes politiques ; elles conditionnent et sont conditionnées par eux.

Cependant, en elles-mêmes, elles ne relèvent pas directement du domaine politique et sont aisément distinguées du « pouvoir » par leur caractère massif, indépendant des volontés particulières, et souvent mal conscient.

Le pouvoir - réalité politique - apparaît ainsi comme le lieu de liberté où peut s'exercer avec quelque peu d'efficacité la volonté d'un individu ou d'un petit groupe.

Il y a pouvoir là où il y a liberté ; c'est-à-dire capacité d'arbitraire (le « *libre-arbitre* ») : c'est en ce sens qu'il faut comprendre l'équation classique. Pouvoir = liberté. Le pouvoir du chef de famille est constitué par sa liberté d'action sur sa famille ; réciproquement la liberté syndicale réside dans le fait de « pouvoir » organiser et diriger une catégorie sociale et dans sa marge de manœuvres volontaires dans le système social (cf. le pouvoir comme « *chantage* » de Michel Crozier).

Dans cette perspective, par exemple, l'histoire événementielle, c'est-à-dire l'histoire politique et militaire (cf. Clausewitz : « *la guerre, c'est la politique continuée par d'autres moyens* ») n'est plus un vague épiphénomène, mais l'histoire des lieux de liberté, l'histoire des hommes en tant qu'ils tentent d'agir sur leur destin et de le maîtriser.

Cette façon de définir le pouvoir comme capacité d'action volontaire recouvre une extension assez large : le travail, transformation volontaire de la matière, révèle ainsi le pouvoir de l'homme sur la nature. En utilisant la distinction de Saint Simon, j'appliquerai ici le concept de pouvoir - politique - au gouvernement des hommes et non à l'administration des choses.

Enfin, un autre critère nous permet de

distinguer les deux concepts ; c'est que ceux-ci s'appliquent dans des domaines qui ne sont pas parallèles.

Dans n'importe quel corps social, institution, association, société ou communauté, on peut distinguer les responsables du reste des membres de ce groupe. On appelle selon les cas, ceux qui tiennent les centres de décisions : notables, élites, apparatchiks, classe politique, aristocratie ou pays légal.

Il s'agit là de hiérarchies politiques ; de phénomènes de pouvoir. Sans doute, il existe des groupes sociaux inorganisés qui sont exempts de rapports internes de pouvoirs : les retraités, les gens blonds ou caractérologiquement primaires ...

Cela ne veut pas dire que ces groupes ne s'insèrent pas dans des rapports sociaux de domination (il se peut très bien que le groupe des gens caractérologiquement secondaires dominent les primaires ...).

Mais dès lors qu'un groupe social est organisé, apparaît le phénomène politique de pouvoir (rapports dirigeants/dirigés).

Nous concluons donc qu'il y a un pouvoir politique lorsqu'apparaît une direction consciente d'un groupe social par un autre groupe (depuis le pouvoir du père de famille au pouvoir de l'Etat).

La domination sociale en revanche, renvoie à toutes les inégalités qui s'établissent entre des groupes qui possèdent des poids différents dans le jeu des forces sociales.

La domination est une donnée, éventuellement en évolution, le pouvoir est l'action volontaire qui viendra renforcer, infléchir, justifier, ou combattre cette donnée.

LES TENDANCES REDUCTIVES DES THEORIES EN PLACE

Il ne s'agit pas de nier les liens qui sont tissés entre domination sociale et pouvoir politique : il est bien évident que le succès scolaire des enfants d'origine urbaine, par rapport aux enfants d'origine rurale (phénomène de domination sociale) s'explique en partie par les critères utilisés dans les écoles et qui sont définis par les circulaires du ministère de l'éducation nationale (phénomène de pouvoir politique). De la même façon, le pouvoir politique du « *pater familias* » sur sa « *maison* » ne peut être compris si l'on fait abstraction de la domination des hommes, et des hommes âgés caractéristique des sociétés patriarcales.

Il ne s'agit pas de nier les liens de ces deux phénomènes, mais il faut, pour pouvoir précisément dégager ces liens, distinguer les éléments.

Dire que tous les actes humains sont politiques contient une part de vérité si l'on entend par là que tout acte humain a des liaisons avec la dimension politique (étant donné que l'homme forme système, toutes ses dimensions sont interdépendantes), mais cela conduit surtout à un confusionnisme qui n'illuminerait pas beaucoup les sciences humaines (« *tout est dans tout et réciproquement* »).

C'est à ce même confusionnisme qu'aboutissent toutes les tentatives monistes de réduction du politique au social ou du social au politique vers quoi tendent les théories marxistes ou machiavelliennes.

Réduction du domaine social au domaine politique

Pareto, comme d'autres tenants de l'école machiavellienne (Miquels, Mosca ...) fait deux constatations : d'une part, l'hétérogénéité des sociétés humaines, d'autre part que la séparation entre les différents niveaux n'est jamais totale, mais qu'un mouvement d'échanges plus ou moins grand les anime ; à partir de là il construit la théorie de la « circulation des élites ».

Cependant, comme il ne distingue pas domination sociale et pouvoir politique, il aboutit à une conception plutôt individualiste : la société ressemble à un panier de crabes dont certains se hissent aux sommets tandis que d'autres dégringolent.

Cette conception, défendable pour décrire les mouvements de pouvoir, ne tient pas compte de la spécificité des hiérarchies sociales et de la réalité des classes.

Réduction du domaine politique au domaine social

On connaît la parabole de Saint-Simon décrivant deux catastrophes :

- la disparition des 100 premiers personnalités politiques de France (parlementaires, conseillers d'état, généraux, pairs de France ...)
- la disparition des 100 premiers personnalités techniques et économiques (ingénieurs, savants, chefs d'entreprise ...).

Le prophète de la technocratie concluait que la seconde catastrophe serait infiniment plus grave pour le pays

que la première.

Cette position est symptomatique du courant de pensée dominant depuis le XVIII^e siècle, qui tend à grever la notion de « pouvoir » d'un jugement moral qui conduit à ne la considérer que comme un accident, le produit d'une organisation sociale pathologique.

Le pouvoir politique est considéré comme une aliénation intolérable que les anarchistes ont voulu supprimer immédiatement, les socialistes, au terme du processus révolutionnaire, et les libéraux ne se résolvent à l'admettre qu'à la condition de la réduire à sa plus faible expression, et encore en le divisant.

Dans la pratique, sous le poids de cette idéologie dominante, la plupart des politiques, honteux, cherchent à camoufler le gouvernement des hommes sous l'administration des choses.

Depuis qu'elle est coupée de ses fondements théologiques (« *tout pouvoir vient de Dieu* »), la notion de pouvoir a perdu sa légitimité et seuls, quelques rares penseurs (Comte, Maurras, la doctrine sociale de l'Eglise) ont cherché à analyser le phénomène politique sans préjuger de sa valeur négative.

On conçoit dès lors les raisons de la minimisation théorique du phénomène politique et la tendance à refuser sa spécificité, chez ceux qui n'ont pas décrypté les fondements moralisants de leur pensée et fait émerger les présupposés idéologiques susceptibles de censurer l'analyse.

Faire d'un phénomène l'objet d'un jugement moral - et surtout d'un jugement implicite - c'est souvent une manière de l'esquiver comme objet d'étude, et l'on comprend que la plupart des théories tendent à résorber la politique dans l'économique ou le social.

Les limites de la théorie politique marxiste

C'est dans ce contexte de moralisation implicite que s'inscrit la théorie politique marxiste.

Le marxisme analyse le pouvoir politique comme l'expression et l'instrument de la guerre sociale.

L'Etat, sombre réalité de la préhistoire humaine, devra nécessairement dépérir au terme de la lutte des classes.

Ces jugements de valeurs implicites entraînent, dans une conception étroite du marxisme (1), à perdre de vue la spécificité du domaine politique qui ne serait, à la limite qu'un simple reflet de ce qui se passe dans le domaine social (2).

L'Etat, par exemple, n'est que l'émanation des classes sociales dominantes, réalité seconde, sans existence propre et sans autonomie.

Or, il semble bien que le rapport de causalité entre l'état des forces sociales et le niveau politique ne sont pas univoques puisque, si l'on s'en rapporte aux thèses de Milovan Djilas, dans certains cas c'est la réalité politique (le Parti) qui crée la réalité sociale (*la nouvelle classe dirigeante*) (3).

Dans ce cas là, le « *pays légal* » (« *classe dirigeante* ») et non seulement « *dominante* ») constitué par l'appareil du Parti et de l'Etat n'est pas l'émanation d'un groupe social, mais groupe social lui-même.

D'autre part on sait que les études de Engels liaient l'apparition d'une organisation politique avec celle de l'appropriation des biens de production définissant les classes sociales (4).

Pour le marxisme, l'institution politique, et particulièrement l'Etat n'existent

(1) On a mal compris ; car il y a plusieurs façons de concevoir la nature dialectique des rapports infrastructures/superstructures Encore que le marxisme postule qu'« en dernière analyse » les rapports de productions déterminent l'ensemble des autres niveaux : (mais où trouve-t-on cette « dernière analyse » ? L'affirmation est souvent une manière de ne pas faire de démonstration).

(2) Cette minimisation théorique s'accompagne chez beaucoup de marxistes, au moins depuis Lenine d'une pratique donnant la priorité au domaine politique. Le volontarisme retrouve ainsi « l'espace » dans lequel il peut s'exercer le plus efficacement possible.

(3) ... dans les époques antérieures, le triomphe d'une classe, d'une couche sociale ou d'un parti résultait de sa formation et de son développement. Le contraire s'est réalisé en U.R.S.S... « La nouvelle classe n'avait pas été partie intégrante de la vie économique et sociale avant de saisir le pouvoir ... elle tira son origine, par un développement graduel de l'élite clandestine qui fut longtemps son armature centrale (p. 47).

Le Parti construit la classe, mais la classe s'accroît ensuite d'elle-même et se sert du Parti comme socle. La classe se renforce tandis que le Parti s'affaiblit. Tel est le destin inévitable de tout parti communiste accédant au pouvoir (p. 48).

Il semble inouï qu'un parti politique puisse être le commencement d'une nouvelle classe, alors qu'un parti est en général le produit d'une classe et plus spécialement celui de la couche sociale qui concentre en elle des forces intellectuelles et économiques de cette classe » (p. 49).

Milovan DJILAS. *La nouvelle classe dirigeante*, Plon, 1967

qu'en fonction d'une société de classes ; c'est l'affirmation de la nécessité de ce bien qui justifie la croyance selon laquelle une société sans classe verrait nécessairement le dépérissement de l'Etat. Or, il semble bien que cette conclusion soit le fruit d'analyses trop exclusivement centrées sur la société industrielle ou bien d'une ignorance (bien compréhensible à l'époque d'Engels) des découvertes ethnographiques.

Un récent ouvrage de Jean William LAPIERRE : « *L'Essai sur le fondement du pouvoir politique* » (5) vient de tenter d'appuyer la théorie du pouvoir sur ces données ethnographiques. Cela a provoqué une polémique entre l'auteur et Michel AMIOT dans la *Revue Française de sociologie* (6). LAPIERRE dans sa réponse donne le fin mot des raisons qui lui valent les foudres du marxiste Michel AMIOT : « *il y a plus de dix ans, quand j'ai entrepris cette réflexion sur le fondement du pouvoir politique, aux confins de la philosophie et de la sociologie, l'affirmation marxiste d'un rapport nécessaire entre la division de la société en classes et le développement d'une organisation spécialisée du pouvoir politique (l'Etat, dans un des sens du mot) me paraissait une hypothèse de travail tout à fait admissible. Je dis bien : une hypothèse de travail (à vérifier) et non pas un dogme irréfutable (à défendre à tout prix). Je précise : une hypothèse de travail pour une anthropologie politique générale, c'est-à-dire à vérifier non seulement dans le cas spécifique de l'Etat capitaliste, ni même dans le cas non moins spécifique de l'Etat des sociétés industrielles (socialistes aussi bien que capitalistes), ni même dans le cas encore plus général des sociétés historiquement connues, mais aussi dans le cas des sociétés dites « archaïques ». A quelles conclusions l'analyse comparative d'un échantillon raisonné de ces sociétés (une soixantaine) m'a-t-elle conduit ? Il est faux que le rapport entre la division d'une société en classes et l'organisation spécia-*

lisée du pouvoir politique soit nécessaire. Il n'est pas faux qu'il soit probable.

Mais il existe tout de même dans l'échantillon une douzaine de sociétés dans lesquelles ou bien le pouvoir politique est assez développé sans que la société soit divisée en classes, ou bien la société est divisée en classes sans qu'il y ait d'organisation spécialisée du pouvoir politique. Ces faits ne sont explicables que si l'on admet d'autres hypothèses, qui font intervenir d'autres variables et d'autres déterminations que la stratification par classes sociales. »

Il faudrait attendre la confirmation de cette thèse par les ethnologues (et la comparer avec l'ouvrage d'anthropologie politique de Ballandier) ... Mais si elle s'avère exacte, si le pouvoir n'est pas « nécessairement » déterminé par les rapports de classes, la distinction entre pouvoir politique et domination sociale devient indispensable.

On peut étudier la distinction du pouvoir politique et de la domination sociale à partir de deux problèmes :

- 1 — Le pouvoir politique est-il un mode d'action spécifique, différent des actions de domination sociale ?
- 2 — Le domaine politique possède-t-il une marge d'autonomie par rapport aux forces sociales ?

POUVOIR POLITIQUE ET DOMINATION SOCIALE SONT-ILS DEUX MODES D'ACTION DIFFERENTS ?

Même si l'on part de la conception marxiste du pouvoir : - le pouvoir instrument de la classe dominante - on doit bien reconnaître que c'est un instrument particulier ; un instrument parmi d'autres.

Le mode politique d'action, même si l'on admet qu'il est au service des intérêts capitalistes, se distingue du mode d'action socio-économique par deux points :

- a — il utilise un personnel différent
- b — son point d'impact et sa finalité sont particuliers.

(4) « A un certain degré de son développement économique, impliquant nécessairement la division de la société en classes, l'Etat devint, du fait de cette division, une nécessité » (F. Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, cité par LÉNINE. *L'Etat et la révolution*, ch. I, paragraphe 3), « ... le politique coïncide avec l'émergence d'un appareil autonomisé de gouvernement en rapport avec un groupe spécialisé et privilégié qui monopolise la gestion étatique ... le politique et l'Etat correspondent à la formation des classes sociales - c'est là que gîte le lièvre ... » (Nikos POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspéro, 1968, p. 52 note 27).

(5) Jean William LAPIERRE, *Essai sur le fondement du pouvoir politique*, 1968. Editions Ophrys. 710 p. (Publications des Annales de la Faculté des Lettres. Aix en Provence).

(6) Michel AMIOT - Jean William LAPIERRE : *Le fondement du Pouvoir Politique*. *Revue Française de Sociologie* n° XI 2, avr. - juin 70, p. 230

(7) SCHUMPETER *Capitalisme, socialisme et démocratie*.

a — SCHUMPETER avait remarqué (7) que la bourgeoisie n'est pas une classe politique. C'est-à-dire que l'avènement des démocraties bourgeoises n'a pas toujours eu comme corollaire la prise en main directe des leviers politiques par les propriétaires des moyens de production (en d'autres termes, la classe dominante ne coïncide pas exactement avec la couche politique du pays légal).

Contrairement à ce qui était de règle dans l'ancien régime où, dans la plupart des cas, la caste militaire féodale confondait les tâches de domination sociale et de direction politique, la nouvelle classe dominante, toute occupée à ses fins économiques a dédaigné les fonctions politiques qu'elle abandonnait volontiers aux membres de l'ancienne classe féodale (cf. la place de l'aristocratie dans le ministère des affaires étrangères), ou des couches moyennes (Monsieur THIERS et bien d'autres n'étaient pas de grands bourgeois) ou encore plus récemment à la techno-structure issue d'un système de sélection particulier, la « *meritocratie* ».

Pourvu que l'appareil politique respectât les intérêts économiques de la bourgeoisie, il importait que tel ou tel groupe social, défendant telle ou telle idéologie, pris les rênes du pouvoir (8).

Ainsi les radicaux de la III^e République pouvaient librement développer leur politique idéologique d'anti-cléricalisme dès lors qu'ils proclamaient : « *il n'y a pas de question sociale* ».

De la même façon, l'idéologie révolutionnaire peut bien dominer dans les universités, tant qu'elle ne vient pas troubler les rapports de production et la vie économique. Au besoin, s'il y a là une source de profit à court terme, les grandes maisons d'édition capitalistes faciliteront la propagation de cette idéologie.

Ce n'est donc pas seulement la différence des groupes sociaux qui distingue la domination sociale du pouvoir politique, mais encore des rationalités propres qui peuvent durablement coexister tant qu'elles n'interfèrent pas (9).

b — Action politique et action socio-économique sont animées par des rationalités propres ; cela implique aussi que leur point d'impact, et même d'une certaine façon leur finalité, diffèrent.

Par exemple, en matière de sociologie urbaine, on dira qu'il y a *domination urbaine* quand dans un centre ancien, étant donnée la rareté et l'importance stratégique de l'espace, les logements sont peu à peu rachetés par des entreprises pour en faire des bureaux, par les membres des professions libérales pour ouvrir des cabinets, et en général par les couches sociales à hauts revenus, tandis que les couches à faibles revenus sont chassées à la périphérie par la hausse des loyers ou le rachat de leur appartement.

D'autre part, nous dirons que la décision, par un organe de planification, de mêler dans une ZUP des HLM et des immeubles de standing relève du *pouvoir urbain*.

Si l'on part des catégories urbaines de LEFEBVRE : intégration et ségrégation, on remarque que la logique de la domination sociale tend à établir et à renforcer la ségrégation (zoning social et fonctionnel, séparation des espaces de loisirs, d'habitation et de travail, cloisonnement racial des quartiers aux U.S.A. etc...), tandis que la logique du pouvoir politique tendrait plutôt à l'intégration par une action régulatrice, compensant les déviations dangereuses que peut produire la ségrégation.

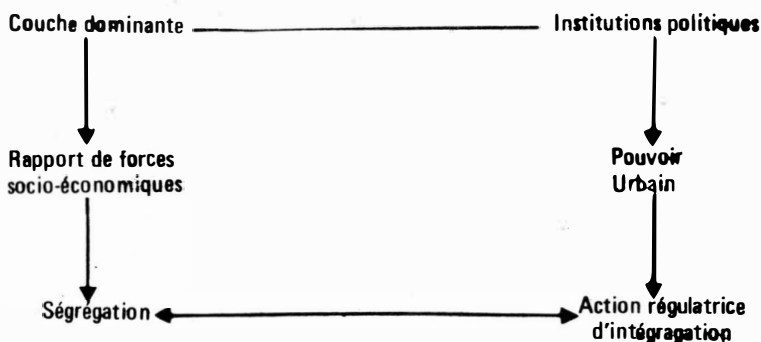
On peut supposer qu'en évitant que le système n'éclate, l'action régulatrice du pouvoir politique urbain sert, en dernier ressort, la même fin que l'action ségrégative, c'est-à-dire la domination d'une couche sociale, mais on doit reconnaître que ce sont deux modes d'action, qui visent des fins immédiates particulières, même si elles peuvent apparaître comme complémentaires à long terme.

La thèse de Jean-William LAPIERRE vient d'ailleurs renforcer cette idée que le pouvoir politique a pour fonction propre la régulation des dysfonctions d'un système social et par conséquent la conservation de celui-ci.

(8) Il y a là une des raisons de la faiblesse idéologique des démocraties libérales ; il importait que l'Etat « *l'état minimum* » ait le moins de fondements légitimes possibles, soit le plus divisé contre lui-même afin qu'il ne puisse devenir suffisamment fort pour se retourner contre la classe dominante. Les principes libéraux étaient les gardiens idéologiques que la classe dominante donnait au pays légal.

(9) La distinction devient délicate, comme c'est le cas pour les bureaucraties socialistes, le « *pays légal* », la couche politique qui a son poids propre dans l'ensemble des forces sociales, devient aussi classe dominante dont le mode direct de domination est le pouvoir politique.

Les deux modes d'action d'une couche sociale dominante dans le système urbain



Pour LAPIERRE, le propre du pouvoir politique est d'intégrer les innovations sociales qui apparaissent dans les sociétés humaines. Une société est un système, l'introduction d'un nouvel élément dans un système le ferait éclater s'il n'avait pas des mécanismes régulateurs. Aussi les sociétés animales qui sont préservées des innovations sociales se passent des organes politiques qui sont nécessaires aux sociétés humaines pour « digérer » ces innovations (10).

LE DOMAINE POLITIQUE POSSEDE-T-IL UNE MARGE D'AUTONOMIE PAR RAPPORT AUX FORCES SOCIALES ?

En fait, dès lors que l'on admet que la domination sociale et le pouvoir politique sont deux modes particuliers d'action, dont les rationalités propres diffèrent, on est amené à répondre affirmativement à cette question.

Si la logique du pouvoir politique ne coïncide pas avec celle de la domination socio-économique, si les couches sociales qui les sous-tendent sont différentes, on doit admettre la possibilité de dysfonctions entre les deux modes d'action.

Par exemple, le personnel politique, le « pays légal » qui exerce le pouvoir est aussi une couche sociale particulière, qui peut se servir de l'instrument politique à des fins parasites (ses intérêts sociaux propres), aux dépens des intérêts de la classe dominante.

D'autre part, la logique propre de la domination sociale (le profit capitaliste) est inscrite dans un temps (le court terme), qui diffère du temps politique ; c'est pourquoi, on a vu souvent des membres

de la classe dominante soutenir, pour un profit à court terme, des entreprises visant à long terme, à ruiner leur position dominante dans la hiérarchie sociale.

De cette « distance » entre le pouvoir politique et la domination sociale (autre temps de référence, autre personnel, autre point d'impact) naît un certain flottement qui donne au pouvoir politique une marge de manœuvre vis-à-vis du jeu des forces sociales.

On constate ainsi que dans de nombreux cas telle ou telle forme d'institution politique jouit d'une certaine autonomie vis-à-vis des classes et des rapports de production.

Des études faites sur l'institution de la « chéferie » en Afrique Equatoriale, montre que cette forme politique est globalement en décadence ; l'analyse marxiste rend compte d'une partie de la réalité : dans les sociétés traditionnelles, l'autorité des chefs résidait dans le pouvoir qui leur était conféré de partager le produit des cultures collectives entre les différentes familles.

Avec la colonisation ont été introduites les cultures commerciales nouvelles (café, cacao, etc ...), à côté desquelles, les cultures collectives traditionnelles de subsistance ont perdu leur importance, et fait dégénérer l'institution de la chéferie.

Pourtant des études plus fouillées montrent que la plupart des leaders politiques de l'Afrique Equatoriale sont issus de cette couche dominante ; mais plus particulièrement des chefs (leurs grands-pères) qui avaient eu l'intuition de collectiviser à temps la culture des produits commercialisables.

(10) Cette conception est à rapprocher de notre conception du pouvoir comme lieu de liberté où l'homme tente de maîtriser son destin.

Ce qui tend à montrer que les organes politiques peuvent acquérir un certain degré d'autonomie vis-à-vis des rapports de production.

L'autonomie n'étant pas définie ici comme l'absence de relations - ce qui serait absurde - mais comme la capacité de « jouer » avec le domaine économique, de ne pas être déterminé par lui.

Bien plus, il semble qu'on puisse même parler d'indépendance de l'Etat vis-à-vis des couches sociales dominantes dans certains cas où cette institution, en s'appuyant tantôt sur une couche sociale tantôt sur une autre ne demeure jamais prisonnière de l'une ou de l'autre et acquiert ainsi une certaine liberté d'action, une certaine marge de manœuvre qui est la mesure de son « indépendance ».

Si l'on repousse cette hypothèse, on se condamne à ne plus rendre compte de l'action de l'Etat capétien en France, qui à l'origine, simple émanation de la féodalité dominante (élection d'Hugues CAPET) a peu à peu conquis son autonomie par une longue lutte contre les grands féodaux, lutte qui s'achève par la domestication finale de Versailles.

Dans ces conditions, sans nier l'apport de l'analyse politique marxiste (dans le décryptage des relations qui lient phénomène politique et rapports de production par exemple), il y aurait lieu d'apporter quelques nuances.

S'il est vrai qu'aucune institution poli-

tique n'est totalement indépendante des forces sociales, il est vrai aussi qu'aucune n'est parfaitement déterminée par celles-ci.

Il est d'ailleurs significatif que tous les pouvoirs politiques, même les plus dépendants, cherchent, au moins *symboliquement* à échapper à leur base sociale. On en trouvera le symptôme dans l'idéologie du « *bien commun* » des élus (depuis le maire qui se proclame le « *père de toute la commune* », jusqu'au nouveau président des U.S.A. qui s'empresse d'aller serrer la main de son concurrent malheureux).

Cependant, certaines institutions ont plus que d'autre les moyens de conquérir cette indépendance (durée, consensus idéologique sur la légitimité du pouvoir, développement de couches sociales nouvelles dépendant de l'appareil politique, absence d'obligation de faire entériner explicitement les décisions par l'opinion, etc ... (11)).

Car le domaine politique est à la fois l'enjeu et la règle du jeu des forces sociales en présence. Or la règle modifie le rapport de force de ces différentes couches.

Sans doute les classes dominantes exercent leur influence pour modifier ces règles du jeu politique en leur faveur ; mais dans la mesure où le groupe social au pouvoir (aussi réduit soit-il) diffère de la classe dominante, il a d'immenses capacités de limiter le poids de cette domination, et surtout l'influence de celle-ci sur lui-même en contrôlant les règles mêmes du jeu politique.

Cette note trop rapide aura probablement plus soulevé de problèmes qu'elle n'en aura résolus. D'autre part, j'ai conscience du caractère trop flou de certaines définitions, comme du caractère caricatural de la présentation de certaines positions théoriques (des écoles machiavelliennes ou marxistes).

Cependant, malgré leurs insuffisances, ces quelques réflexions auront peut être permis de faire prendre en considération l'hypothèse que la hiérarchie sociale doit être distinguée de la hiérarchie politique ; hypothèse qu'il reste à nuancer et vérifier expérimentalement.

Yves CARRÉ

(11) Il est évident que l'état capétien n'aurait jamais pu conquérir une telle marge d'indépendance si comme en Pologne la couronne était restée élective.

NIETZSCHE et le NIHILISME

- REFLEXIONS -

par
**Georges
BERNARD**

Nietzsche est mort en 1900. C'est à peine si, aujourd'hui, nous comprenons sa pensée. Mais nous ne sommes peut-être pas encore en état d'entendre son propos. La difficulté à saisir un tel penseur provient tout autant du projet nietzschéen que des nombreuses interprétations ou trahisons qui en ont été données. Nietzsche prévoyait avec inquiétude ces masques odieux dont on l'affublerait. Cependant sa figure ne cesse de hanter les temps modernes. Celui qui veut percer l'essence de ces « temps de détresse » doit, en un recueillement vigilant, tenter la confrontation décisive. Rendre compte de Nietzsche, c'est essayer de discerner à travers la multiplicité des thèmes sa « pensée la plus lourde ».

On a coutume de distinguer par thèmes la pensée de Nietzsche : la transvaluation, la volonté de puissance, le surhomme, l'éternel retour du Même, la mort de Dieu. Mais la réflexion s'essoufle à saisir leur unité. Que pense Nietzsche d'aussi essentiel lorsqu'il élabore douloureusement une œuvre qu'il affirme capitale, cette œuvre dont les tentatives fiévreuses d'achèvement s'appellent *le Crépuscule des idoles*, *Ecce Homo*, *L'Ante-christ*, et qui emporteront finalement sa lucidité ? « *Penser à fond l'essence du nihilisme, seule voie pour le surmonter* », ce projet se révèle comme une précieuse clef. Nietzsche parcourra ce chemin périlleux jusqu'à l'extrême de son destin. Penser à fond le nihilisme signifie

expérimenter, vivre jusqu'au bout la déréliction, la déperdition de l'être.

Mais il est temps de nous interroger sur ce nihilisme qui constitue l'un des aspects de l'Occident.

Pour Nietzsche, le nihilisme est le processus de dévalorisation des suprêmes valeurs jusqu'alors dominantes. Celles-ci sont à l'œuvre dans l'histoire de l'Occident et s'incarnent dans sa métaphysique, comprise comme le développement du platonisme. Le platonisme et le christianisme - ce « *platonisme du pauvre* » - ont structuré le monde selon la dualité du sensible et de l'intelligible, de l'apparent et du réel, du temporel et de l'éternel. Une telle vision du monde est demeurée prévalente deux millénaires durant ; « *Près de deux mille ans écoulés et pas un seul nouveau dieu !* » (1888, *L'Ante-christ*, VIII, 235-36). L'affirmation de la mort de Dieu et sa secrète connivence avec le dernier homme, « *ce qu'il y a de plus méprisable* », la race de ceux qui disent en clignant les yeux : « *nous avons inventé le bonheur* », ce cri de Nietzsche accompagné de la volonté que vienne le surhomme sont les signes du nihilisme. Nietzsche se sert du terme nihilisme pour désigner le mouvement dont il fut le premier à reconnaître le règne et dont il définit l'interprétation essentielle par ces mots : « *Dieu est mort* », ce qui signifie que le Dieu chrétien a perdu son pouvoir

de rassembler sur soi l'ensemble du monde. Le « suprasensible », déchu de sa souveraineté, se vide et perd sa propre valeur comme son sens. Mais les valeurs sont les buts poursuivis par « la vie ». Leur destruction n'est que le signe lointain autant qu'avant-coureur de la montée de nouvelles valeurs à l'horizon occidental.

Une autre détermination du sens du nihilisme nous est donnée dans un fragment situé au début de l'ouvrage posthume *La volonté de puissance*. « Que signifie de nihilisme ? Que les suprêmes valeurs de dévalorisent. Le but fait défaut, la réponse fait défaut à la question du pourquoi ». Les valeurs sont les buts. Les finalités disparaissent. Mais qu'est-ce qu'une valeur ? La valeur est ce qui vaut ; seul ce qui vaut est valeur. Elle sert de mesure. Dès lors que les suprêmes valeurs comme mesures se dévalorisent, le monde perd toute mesure. Il nous faut voir dans le nihilisme le processus de néantisation des fins. Est-ce à dire que le néant règne au sein du nihilisme ? La pensée s'essouffle à supporter une telle proximité ; toute l'histoire de la métaphysique, c'est-à-dire l'histoire de l'Être, le cheminement du mode occidental de penser nous a conditionné à penser en termes de plénitude.

Puisque le monde vrai (les idées, le suprasensible, Dieu) ne se fonde plus en vérité, l'effort nietzschéen de transvaluation des valeurs consistera donc à retrouver le vrai monde. Si le monde suprasensible n'est qu'illusion, le sensible accapare la puissance dont il avait été dépossédé. Le monde vrai, pour Nietzsche, c'est le monde de l'apparence, c'est-à-dire celui du sensible, de la matière et de la vie. En ce sens vitaliste, sa philosophie a été interprétée comme l'expression d'un biologie primaire. C'est la vie elle-même, parce qu'elle est vie, qui pose le monde comme but. Finalité, principe de raison, ordre, ne sont pas des réalités existantes dans le monde ainsi que le sens commun tendrait à nous le faire accroire. Un morceau intitulé « Ruine des valeurs cosmologiques », situé dans le fragment 12 de *La volonté de puissance* (XV, 148-51, Novembre 1887-mars 1888), exprime une telle conception. « Le nihilisme, en tant qu'étape psychologique, devra survenir en premier lieu quand nous aurons cherché dans tout événement un sens qui ne s'y trouve pas ... (il) survient en deuxième lieu quand on a supposé une totalité, une

systématisation, voire une organisation dans tout événement et sous-jacente à tout événement ... Au fond, l'homme a perdu la foi dans sa propre valeur dès qu'à travers lui n'agit plus une totalité d'une valeur infinie : ce qui revient à dire que c'est pour pouvoir croire à sa propre valeur qu'il a conçu semblable totalité ... (il) a encore une troisième et dernière forme. Une fois données ces deux compréhensions, à savoir que le devenir n'aboutit à rien, qu'on ne doit attendre qu'il aboutisse à quoi que ce soit et qu'en dépit de tout devenir aucune grande unité n'y règne dans laquelle l'individu se pourrait immerger comme dans un élément de suprême valeur ; il ne reste plus d'autre échappatoire que de condamner dans son ensemble ce monde du devenir comme illusoire et d'inventer un monde au-delà de ce monde-ci en tant que monde vrai ».

Suprême paradoxe, le monde vrai serait l'essence achevée du nihilisme. Le concept de vérité est mis en question. Par ailleurs, Nietzsche n'hésitera pas à détruire radicalement toute possibilité de distinction entre le vrai et le faux. La ligne de démarcation entre ces deux concepts, fierté de notre cartésianisme, est ruinée par l'affirmation suivante : « la vérité est un genre d'erreur nécessaire à la vie ». (*La volonté de Puissance* n° 493). Il n'y a pas de différence entre la vie et la vérité, ce qui suppose qu'il puisse y avoir erreur. La vie n'est pas autre chose que sa propre affirmation dans la volonté de vivre. Une méditation sur l'essence de la vie nous livrerait la compréhension de l'éthique de la volonté de puissance : affirmation, croissance, développement, volonté, le nihilisme occidental a partie liée avec la volonté de puissance. L'extrême affirmation est aussi l'extrême négation. De la même manière, il serait possible de montrer comment la volonté de puissance est la volonté de volonté. L'éternel retour constitue l'enracinement de la volonté dans la volonté. Vouloir, c'est vouloir vouloir.

Au terme de cette trop brève analyse où la maîtrise complète de la pensée de Nietzsche nous fait défaut, nous pouvons affirmer que nous ne savons pas encore qui est Nietzsche. Tout au plus pouvons-nous entrevoir qui « il sera ». Le penseur pense en avant de nous l'essence des temps modernes. Son envergure est telle, aveuglant soleil, qu'un dialogue est encore loin de pouvoir s'instaurer. Le piteux

carnaval à swastikas nous en a donné une triste illustration. Singes sont ceux qui pillent certains de ses thèmes à des fins politico-utilitaires. « *Plus singes que des singes* » les « *réalistes biologiques* ». Il nous faut désormais nous tourner vers d'autres penseurs capitaux tels, par exemple, Martin Heidegger : « *un penseur essentiel traverse intact la foule de ses partisans et de ses détracteurs* » (1).

Nous terminerons en livrant au lecteur un passage de Nietzsche qui montre combien nous sommes loin de la maîtrise et de la compréhension d'une telle pensée. « 1. *Le monde vrai, accessible au sage, à l'homme pieux, vertueux, il vit dans ce monde, IL EST LUI-MEME CE MONDE VRAI.* (forme la plus ancienne de l'idée, relativement intelligente, simple convaincante. Paraphrase de la thèse : « moi, Platon, JE SUIS la vérité »). 2. *Le monde vrai, inaccessible maintenant, mais promis au sage, à l'homme pieux, vertueux, au pécheur qui se repent.* (progrès de l'idée ; elle s'affine, se fait plus ambiguë, insaisissable, **DEVENUE FEMME**, elle se fait chrétienne). 3. *Le monde vrai, inaccessible, indémontrable, impromettable, mais déjà conçu en tant que consolation, obligation, en tant qu'impératif.* (le vieux soleil brille encore

dans le fond, mais au travers de la brume et du scepticisme ; l'idée est sublimée, a pâlie, s'est faite nordique, koenigsbergienne). 4. *Le monde vrai, inaccessible ? en tout cas on n'y a pas accédé et pour autant qu'on n'y accède point le monde vrai reste INCONNU...* (matin maussade, premier baillement de la raison, chant du coq du positivisme). 5. *Le monde vrai, - une idée qui ne sert plus de rien, qui n'engage seulement pas - une idée inutile, superflue, PAR CONSEQUENT une idée réfutée, supprimons-la !* (limpide journée : petit déjeuner ; retour au bon sens et à la gaieté ; Platon rougit de honte ; tollé diabolique de tous les esprits libres). 6. *Nous avons supprimé le monde vrai ; quel monde subsistait alors ? Le monde apparent, peut-être ? ... Nullement ! AVEC LE MONDE VRAI NOUS AVONS DU MEME COUP SUPPRIMER LE MONDE APPARENT !* (Midi : instant de l'ombre la plus courte ; fin de l'erreur la plus longue : point culminant de l'humanité : **INCIPIT ZARATHOUSTRA.** » Le Crépuscule des Idoles 1889 « Comment le monde « vrai » finit par de venir fable ». *Histoire d'une erreur* (VIII 82/83 ; c.f. : La volonté de Puissance n° 567 et 568 - 1888).

Georges BERNARD



JEUNES MUSICIENS PROFESSIONNELS
DONNERAIENT CONCERTS A DOMICILE
POUR DINERS, RECEPTIONS, REUNIONS;

MUSIQUE ANCIENNE AVEC TRIO BAROQUE
(Violoncelle-Flûte-Clavecin)

Pour tous renseignements s'adresser
au Journal.

le parti communiste et la révolution

par Bertrand
la RICHARDAIS

Dans son rapport au XX^e Congrès du Parti Communiste Français, en décembre dernier, M. Marchais, saluant un futur « *printemps de la France démocratique* », s'est écrié que son parti était « *celui de la main tendue et non du poing levé* ». Faut-il voir dans cette phrase l'anodine mise à l'écart d'un symbole doué d'un faible pouvoir d'attraction sur le plan électoral, ou bien le Parti Communiste est-il en train d'abandonner la voie révolutionnaire pour un réformisme modéré ?

Voilà longtemps que les observateurs se posent cette question, depuis certaines « petites phrases » de Waldeck-Rochet et plus particulièrement depuis le mois de Mai 1968 où le Parti Communiste s'est vu rejeté dans le camp « révisionniste » par toute l'ultra-gauche. L'approche des élections et l'éventualité d'une victoire de la gauche socialo-communiste ayant redonné au débat toute son acuité, il nous a semblé intéressant d'indiquer quelques points de repère et de tenter de discerner quelques lignes de force, en attendant une étude exhaustive du phénomène communiste en France.

Qu'on le redoute, qu'on s'y rallie ou qu'on s'y allie, le Parti Communiste apparaît à chacun comme une puissance. Une puissance assez mystérieuse, une contre-société aux lois rigoureuses - presque une église. Comme une église, le Parti se fonde sur une foi, s'ordonne autour de rites, utilise la confession et l'excommunication et tisse à travers le monde des filets multiples et solides. Autant de raisons qui font considérer le Parti comme un bloc monolithique, qu'aucun événement ne peut entamer.

Pourtant, depuis une dizaine d'années, de nombreux observateurs s'accordent à reconnaître que le Parti Communiste a changé, ce qui semble confirmé par les données les plus immédiates : il n'y a plus guère de ressemblance entre le parti de M. Marchais, d'un légalisme rassurant et le mouvement révolutionnaire qui organisait de violentes campagnes contre la guerre du Rif ou contre « *Ridgway la Peste* ».

Simple habileté tactique, ou évolution décisive qui conduirait un parti réputé autrefois parmi les plus staliniens sur les

voies de la social-démocratie ? L'histoire permet de donner quelques éléments de réponse, qui viennent s'ajouter aux conclusions que l'on peut tirer de l'analyse des phénomènes qui se déroulent actuellement.

LES STRATEGIES DU P.C.

Au premier abord, l'histoire du Parti Communiste semble donner raison à ceux qui ne voient dans les déclarations de ses dirigeants et dans ses prises de positions électorales que des attitudes purement opportunistes : ses stratégies n'ont-elles pas été souvent contradictoires ?

Au sortir des campagnes manquées contre la guerre du Rif et l'occupation de la Rhur, le Parti apparaît comme une organisation tapageuse, souvent violente, à la direction flottante et traversée de multiples crises. Il n'en suit pas moins, vaille que vaille, les directives de l'Internationale. S'étant présenté isolément aux élections de 1924 qui marquent la victoire du Cartel des Gauches, le Parti communiste, après avoir vu les socialistes refuser un « front unique », proclame, pour suivre les injonctions de Moscou, la nécessité d'un combat « classe contre classe ». Elle ne lui portera pas chance : battu aux élections de 1928, le Parti est encore affaibli par l'arrestation de Maurice Thorez et par l'affaire du « groupe Barbé-Célor ».

CONTRE LE SOCIAL-FASCISME

C'est l'époque (1931) où Arago publie des poèmes vengeurs contre les sociaux-démocrates, accusés d'être sur la voie de la fascisation :

Feu sur Léon Blum

Feu sur Boncour, Frossard, Deat

Feu sur les ours savants de la social-démocratie

Ces attaques contre le « social-fascisme » ne faibliront pas jusqu'aux élections de 1932, qui seront, malgré la crise économique, un véritable désastre pour le Parti communiste : ni la lutte pour la défense de l'Union soviétique, ni la lutte contre la « colonisation » en Alsace-Lorraine et Outre-Mer n'ont porté leurs fruits. Mai peu importe les élections.

C'est un bouleversement complet de l'Europe que L'Internationale et le Parti français espèrent et préparent par des attaques vigoureuses contre le traité de Versailles, considéré comme la clef de l'équilibre en Europe.

Lorsqu'Hitler, dont la puissance avait été constamment sous-estimée par l'Internationale, prend le pouvoir le 30 janvier 1933, les communistes tentent de mettre sur pied une vaste campagne anti-fasciste de concert avec le Parti socialiste. Celui-ci, méfiant, refusera l'action à la base tant qu'elle n'aura pas été réalisée au sommet. Il faudra attendre 1934, et de nouvelles consignes de l'Internationale, pour qu'un pacte entre socialistes et communistes soit signé. La victoire du Front populaire aux élections de 1936 marquera l'apothéose de cette nouvelle stratégie.

1936, est-ce la Révolution ? Non point. Alors que l'Internationale lui en laisse la possibilité, Maurice Thorez choisit le soutien sans participation, afin de ne pas donner un « prétexte aux campagnes de panique et d'effolement des ennemis du peuple ». Déjà le Parti apparaît, face à l'explosion sociale, comme le défenseur de l'ordre : qui ne se souvient de Maurice Thorez s'écriant qu'il faut savoir terminer une grève ?

Est-ce pour autant, comme certains l'affirment (1) le début du glissement vers la social-démocratie ? Mais, comme le fait observer Annie Kriegel, (2) on voit mal un parti social-démocrate approuver en 1939 le pacte germano-soviétique. Et l'après-guerre donnera d'autres exemples de ces retournements spectaculaires.

L'APRES-GUERRE

La libération de la France voit sortir de l'ombre un Parti durci par la lutte clandestine, auréolé d'un prestige qu'il n'avait jamais eu et doté d'une organisation militante - et militaire - considérable. Exerçant une influence prépondérante dans les organisations centrales de la Résistance, disposant de la réalité du pouvoir dans de nombreuses régions, le communiste semble détenir les clés du succès définitif.

Une fois encore, est-ce la Révolution

qui s'annonce ? En réalité, celle-ci ne paraît ni possible, ni souhaitable. Sans doute le Parti et les F.T.P. exercent-ils une influence politique et militaire considérable. Mais celle-ci n'était cependant pas exclusive : il y avait le général de Gaulle et derrière lui toute la Résistance non-communiste ou anti-communiste, ainsi que les Armées de Leclerc et de Juin. Il y avait aussi les Alliés. Car, comme le remarque Jacques Fauvet (3), « la seule présence des Anglo-Saxons en Europe de l'Ouest interdisait tout coup de force au parti communiste, à moins qu'il ne cesse d'être communiste, c'est-à-dire d'insérer sa tactique particulière dans une stratégie mondiale. Car depuis la conférence de Téhéran de novembre 1943, le partage de l'Europe était fait ; Staline avait obtenu de Roosevelt contre Churchill que le second front fût ouvert en Normandie et non dans les Balkans. Rompre cet accord, d'un côté ou de l'autre, c'était prendre le risque tant redouté du renversement des alliances ou, à tout le moins, de la paix séparée, soit des Soviétiques, soit des Anglo-Saxons avec l'Allemagne ».

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que Maurice Thorez laisse dissoudre les milices patriotiques et lance ses troupes dans la « bataille de la production », dans l'entente « avec tous les bons Français : ouvriers, employés, paysans, patrons, intellectuels ». Dès lors, qu'importe que les bancs de l'Assemblée nationale se remplissent de députés communistes et que des chefs du Parti se retrouvent au gouvernement : ils ne sont là que pour gérer - avec quelle prudence - et non pour mettre en marche un processus de subversion. Avec de Gaulle puis avec les socialistes, il sera pendant deux ans un parti de gouvernement. Et s'il rentre en 1947 dans l'opposition et dans la solitude c'est que, à l'échelle du monde, bien des choses ont changé.

DU JDANOVISME A BUDAPEST

1947, c'est déjà la guerre froide. Pour Staline et Jdanov - son délégué au Kominform - le monde se divise en deux camps irrémédiablement hostiles : le camp socialiste en cours d'agrandissement

et l'aire d'expansion de l'impérialisme américain. L'heure n'est pas à la collaboration avec les complices ou les valets des Etats-Unis mais bien à la lutte acharnée. Pour ne pas avoir compris cette situation nouvelle avec suffisamment de rapidité, Thorez et Duclos se feront sérieusement tancer par leurs camarades Yougoslaves. L'autocritique viendra rapidement et, dès le mois d'octobre 1947, le Parti orchestrera une campagne de violences verbales et physiques contre le « parti américain ».

Pour le Parti communiste, c'est le début de la traversée du désert, jalonnée de crises (l'affaire Marty-Tillon, l'affaire Lecœur). C'est aussi l'époque des déchirements, provoqués par le rapport Krouchtchev au XX^e Congrès et par les événements de Budapest. C'est aussi l'époque des échecs, comme celui que le Parti subit aux élections de 1958.

Le « Parti de Maurice Thorez » n'en demeure pas moins vigoureux, comme il saura le montrer tout au long de la guerre d'Algérie. Thorez meurt lorsque celle-ci prend fin. Pour le communisme français, c'est une nouvelle époque qui commence.

VERS L'UNION

C'est Waldeck-Rochet qui fut le principal artisan de l'évolution qui devait conduire le P.C. à axer toute sa stratégie sur l'union de la gauche. Ce qui n'était pas sans entraîner d'importantes conséquences politiques et idéologiques. D'abord le Parti, malgré le peu d'enthousiasme de l'Union soviétique, engagerait un combat sérieux contre un gaullisme qu'il avait au fond toujours plus ou moins ménagé : on le vit bien aux élections présidentielles de 1965, où le Parti mena une campagne très dynamique en faveur de Mitterrand. Ensuite, les communistes abandonnaient, au fil d'une série de *petites phrases*, la notion de dictature du prolétariat : dès 1963, l'idée stalinienne du parti unique comme point de passage obligé vers le socialisme est rejetée. En 1964, Waldeck-Rochet parle de la *reconnaissance de la pluralité des partis démocratiques*, puis de la simple *pluralité des partis*, thème qui devait être repris en 1966.

De telles formules ne convaincront pas

ceux qui tiennent la duplicité pour un élément essentiel d'un comportement communiste inchangé. Sans doute le Parti communiste demeure-t-il un monde clos, une contre-société dont les règles ne se sont apparemment pas modifiées. Sans doute des liens étroits subsistent-ils avec l'Union soviétique encore que la soumission aux « conseils » et à la politique de Moscou soit moins grande que par le passé. Sur le plan international, l'attitude du Parti à l'égard de l'intervention en Tchécoslovaquie montre que quelque chose a changé, et la tactique utilisée en Mai 1968 prouve que les communistes français sont décidés à jouer la carte légale jusqu'au bout.

MAI 1968

On a trop écrit sur l'attitude du Parti communiste pendant les événements de Mai pour qu'il soit besoin d'entreprendre une longue analyse historique.

Comme le remarquait Raymond Aron (4) « à aucun moment, le parti communiste et la C.G.T. n'ont poussé à l'émeute, à aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste ... ». Effectivement, pour ne pas se laisser déborder par les groupes gauchistes, le Parti et la C.G.T. ont été obligés de lancer et de soutenir une énorme vague de grève, tout en la limitant strictement au domaine revendicatif. Tout en engageant, devant la vacance du pouvoir dans les derniers jours de Mai, un processus qui devait conduire à l'instauration d'un « *gouvernement populaire et d'union démocratique* », le Parti saisit l'occasion que lui présente de Gaulle le 30 mai pour arrêter une manœuvre déjà fortement engagée. Manifestement, le Parti ne veut pas de la révolution : elle lui paraît constituer un piège qui le briserait s'il s'y laissait entraîner. C'est là ce qu'exprimait très clairement René Andrieu peu après les événements : « ... *engager l'épreuve de force comme nous y invitaient allègrement des conseillers divers dont beaucoup n'auraient pas été les payeurs, aller à l'insurrection alors que la grande majorité de la population y était hostile, cela revenait à isoler l'avant-garde de la classe ouvrière et le Parti communiste, à*

se lancer dans une aventure sanglante qui n'aurait pas manqué de déboucher sur une dictature militaire » (5)

UN PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

Au regard de cette histoire agitée et aux multiples facettes, qu'est-ce que le Parti communiste dans la France de 1973 ?

Sans doute un bloc homogène, tellement impénétrable qu'il est difficile de mesurer l'ampleur des mutations qui se produiraient en son sein. Sans doute en connaît-il, au fur et à mesure que disparaît la vieille garde contemporaine de Staline, et que monte une nouvelle génération - celle du XX^e Congrès - qui ne connaît le Parti que depuis son « ouverture ». Accepterait-elle un retournement stratégique comme le Parti en a tant connu ? Cela n'est pas sûr.

Certainement un parti vieilli, déserté par les intellectuels et par la fraction la plus contestataire de la jeunesse, et qui n'est manifestement plus porteur d'une espérance authentiquement révolutionnaire. Le marxisme qu'il professe n'exerce plus sa fascination d'antan et l'expérience soviétique ne catalyse plus les enthousiasmes. Aussi sa surface électorale et la position spécifique qu'il occupe dans la vie politique française conduisent-elles le Parti communiste à se présenter avant tout comme un défenseur attiré de catégories socio-professionnelles déterminées, sans jamais chercher à développer en elles un sentiment de l'intolérable qui pourrait déboucher sur des perspectives véritablement révolutionnaires. - Est-il pour autant pleinement inséré dans la vie politique française ? Il convient de répondre par la négative, du fait de la contre-société qu'il constitue et en raison des liens qui continuent à l'unir aux autres partis communistes et en particulier à l'Union soviétique.

Mais cette liaison quasi-organique qui existe entre l'Union Soviétique et le Parti français ne constitue-t-elle pas le meilleur gage de la « sagesse » de ce dernier ?

Quoi qu'en disent les professionnels de l'anticommunisme, Moscou n'est plus la Mecque de la subversion, comme dans les

années qui suivirent la Révolution d'Octobre. La Russie est une nation, qui songe avant tout à ses intérêts propres, et dont les conquêtes correspondent exactement aux objectifs qui avaient toujours été ceux de la Russie des Tsars : à l'Ouest la constitution d'un glacis remplaçant les barrières naturelles qui lui manquent ; au Sud-Est, l'accès aux mers chaudes. Tels étaient les objectifs de Staline, que la seconde guerre mondiale lui a permis de réaliser. Et les dirigeants actuels du Kremlin s'efforcent de conserver ces acquis menacés par le nationalisme.

Cela posé, on voit mal, à l'heure de la détente et des échanges commerciaux, la Russie susciter à l'Ouest une révolution communiste qui détruirait un équilibre dont elle a besoin, menacée qu'elle est, sur ses arrières, par la Chine. Déjà, en 1944, Staline s'était refusé à toute tentative de subversion en France et en Italie.

Que ferait, aujourd'hui, M. Brejnev d'une France qui n'accepterait pas sans résister un pouvoir communiste ?

Le contexte international - sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro - et les conditions de la vie politique française interdisent donc au Parti Communiste toute entreprise à caractère révolutionnaire. Le voici donc condamné à vivre dans une société que ses instruments d'analyse lui interdisent de comprendre vraiment, condamné à participer éventuellement à la gestion d'une société qu'il dénonce, condamné à voir les espérances révolutionnaires captées par d'autres que lui. C'est une triste fin pour un parti politique de cette nature, d'autant plus que la mort peut tarder à venir. A moins que des conditions radicalement nouvelles - mais on ne voit pas lesquelles - lui permettent d'atteindre le but pour lequel il avait été créé voici plus de cinquante ans.

Bertrand LA RICHARDAIS

(1) Georges LAVAU in « *Le communisme en France* » Colin 1969

(2) *Le Parti Communiste* (Seuil 1970)

(3) *Histoire du Parti Communiste Français* Tome II (Fayard 1965)

(4) *Le Figaro* 4 juin 1968. Cité par Jean Ferniot *Mort d'une Révolution* (Denoël 1968)

(5) René Andrieu : *Les Communistes et la Révolution* (Juillard 1968)



ENTRETIEN

MUSIQUE & ENRACINEMENT

Entretien avec Alan STIVELL

Alan Stivell (Alan Cochevelou) est né en 1944 à Gourin en Basse Bretagne centrale. Venu s'installer à Paris, il apprend dès l'âge de 5 ans le piano puis la harpe qu'il étudie sous la direction de son père, (qui fut le premier à redonner vie à cet instrument abandonné depuis 4 siècles) et de Mademoiselle D. Mégivand, une harpiste renommée qui dirigera son travail pendant plusieurs années.

Venu à la scène dès l'âge de 14 ans, Alan Stivell a édité de nombreux disques parmi lesquels on peut citer *Reflets* (Fontana 6312 011), *Renaissance de la harpe Celtique* (Fontana 6325 002) et *Alan Stivell à l'Olympia* (Fontana 6399 005). Il est actuellement la vedette de Bobino.

Arsenal : En présentant un de tes disques, tu as parlé d'ethnomusique. Qu'entends-tu par là ?

A.S. : Comme son nom l'indique, c'est une musique qui se rattache à une ethnie. C'est d'ailleurs toujours le cas : le rock, le jazz, et même la musique classique sont des musiques localisées qui parviennent à l'universalité. On joue de la musique au Japon, mais c'est une musique qui n'en est pas moins localisée dans les pays germaniques et latins. De même, le rock et le jazz sont localisés en Amérique.

On en est arrivé, à force d'impérialisme culturel, à considérer qu'il était tout à fait naturel qu'un Breton fasse du jazz, ou un Japonais de la musique classique. Je ne dis pas que c'est un mal, mais je pense quant à moi que l'échange devrait être réciproque et que les Américains devraient pouvoir jouer et entendre de la musique bretonne. En fait, je pense que ce que l'on appelle en Angleterre la progressive pop pourrait donner naissance à un flamboiement musical exception-

nel, alors que depuis quelques années la pop music tourne un peu en rond. Si l'on puisait dans le patrimoine musical de chaque pays au lieu de continuer à utiliser seulement le rythme du rock et les accords du blues, je crois que ce serait vraiment extraordinaire.

Arsenal : Lorsque Jeff Le Penven compose un morceau de musique classique, est-ce aussi de la musique enracinée ?

A.S. : C'est certain. Chez Jeff Le Penven, il y avait la volonté de faire une musique évolutive, sans pour autant renier sa mentalité bretonne. Mais sa musique se rattachait essentiellement à l'école française d'alors et les quelques apports de modes musicaux bretons étaient utilisés à la manière des compositeurs russes qui inséraient dans leurs œuvres certains thèmes populaires de leur pays. Et c'est là ce que je lui reproche, il a employé les éléments musicaux bretons un peu entre parenthèses, pour « faire couleur locale ».

Arsenal : Qu'est-ce qui fait le carac

tère celtique de ta musique, les instruments ou les thèmes ?

A.S. : Ça ne sont pas les instruments. La musique bretonne, ce n'est pas seulement le biniou ! J'essaie de lutter contre l'idée ironique qu'on s'en fait en utilisant le plus possible des instruments qui sont devenus universels : la guitare électrique, la guitare à douze cordes, le banjo, l'orgue etc... L'instrument est secondaire dans une musique. L'important, c'est d'abord de s'exprimer ; on s'exprime avec ce que l'on a sous la main et pas forcément, lorsqu'on est breton, avec un biniou. D'ailleurs, le biniou n'est pas un instrument spécifiquement breton puisqu'on le trouvait dans toute l'Europe du Moyen-Age. C'était la guitare électrique de l'époque, en quelque sorte.

Mais cela ne signifie pas qu'il faille s'appauvrir sur un plan parce qu'on a découvert quelque chose de nouveau : ce n'est pas parce qu'on a découvert la musique atonale qu'il faut renoncer à employer la musique tonale. De même, certaines chorales bretonnes rajoutent de l'harmonisation à la musique traditionnelle. Il y a donc enrichissement dans un certain sens mais d'autre part, en méprisant un peu les modes anciens, les rythmes anciens, ils perdent toute la richesse rythmique de la vie traditionnelle. Je crois quant à moi qu'il faut utiliser le plus possible les richesses anciennes, en leur ajoutant toutes les possibilités, toutes les découvertes nouvelles.

Arsenal : C'est pour cela que tu utilises les instruments modernes ?

A.S. : Oui, le fait d'employer des instruments d'aujourd'hui donne des idées nouvelles.

Arsenal : ... Mais en conservant les thèmes anciens ?

A.S. : Pour le moment, oui. Mais ensuite la musique sera complètement créée, tout en continuant d'exprimer l'origine des compositeurs - bretonne dans mon cas.

Arsenal : Mais tu as dit un jour que le folklore était artificiel, qu'il devait disparaître comme les sociétés traditionnelles avaient disparu ?

A.S. : Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le folklore tel qu'il est conçu actuellement est une volonté d'enracinement artificielle. Quand un breton exécute une danse bretonne exactement comme on le faisait dans la société pré-industrielle, il fait quelque chose d'artificiel, sans que ce mot soit pour moi péjoratif.

Beaucoup ont tendance à confondre la société bretonne ancienne avec la Bretagne et c'est à mon avis très dangereux : à partir du moment où il y a un vaste mouvement de transformation technique, mouvement d'urbanisation, des bouleversements économiques, il y a nécessairement transformation de la culture.

Arsenal : Un « fest-noz » dans la région de Carhaix est-il profondément différent d'un « fest-noz » à la Mutualité ?

A.S. : Vous savez, le « fest-noz » qui a eu lieu à la Mutualité n'en était pas un. Cela dit, il faut que les « festou-noz » à la manière ancienne n'en continuent pas moins d'exister, afin que les gens puissent s'enraciner, afin qu'ils connaissent l'espèce d'envoutement collectif qu'il y avait dans le « fest-noz » et qui était quelque chose de fantastique. Mais cette fête se passait dans un lieu précis, souvent dans la montagne, ce qui produisait un effet qui n'existe pas dans le bal breton, où l'on exécute des danses qui ne sont pas du pays, ou qui ne sont même pas bretonnes.

Arsenal : Le public qui n'est pas breton peut-il ressentir l'enchantement de ces fêtes ?

A.S. : Je pense qu'il le ressent, bien que ces fêtes soient quelque chose de localisé. Mais dans la mesure où ces fêtes sont musicales, chacun peut les ressentir, de quelque endroit qu'il soit et à quelque endroit qu'il se trouve : on ressent

bien, en France, la musique américaine, pourquoi pas la musique bretonne, qui est infiniment plus proche ?

Arsenal : Une revue qui consacrait il y a quelque temps un numéro au celtisme t'a accusé de ne faire apparaître dans le phénomène breton que le romantisme et l'irrationnel.

A.S. : Il faut savoir ce que l'on met dans les mots. J'ai parlé d'irrationnel au sens où il y a chez les Celtes une forme de raisonnement qui est différente de celle des Gréco-Latins et au sens où les Celtes accordent plus de place que d'autres à la sensibilité, à l'émotion, à l'imagination.

Arsenal : Cependant, ne retrouve-t-on pas dans la civilisation celtique un certain ordre ?

A.S. : En effet il y a dans la civilisation celtique un ordre, un équilibre, mais très différent de celui qui existe dans la civilisation gréco-latine. Cela se retrouve dans la musique comme dans tous les arts : dans une monnaie gauloise ou dans une décoration de bijou de l'époque de la Tène comme dans le Parthénon ou dans le château de Versailles, il existe un ordre. Un ordre primitif lorsqu'il s'agit d'un temple grec, extrêmement subtil au contraire dans l'art celtique.

Arsenal : Actuellement, on constate un renouveau de la chanson traditionnelle qui n'est pas seulement une simple reproduction du passé. N'est-ce pas la voie dans laquelle s'engagera de plus en plus la chanson populaire ?

A.S. : Je le pense en effet. Pour prendre un exemple, lorsque j'ai commencé à jouer de la harpe, j'ai voulu faire quelque chose qui soit différent de la musique traditionnelle. D'autres l'ont tenté en même temps que moi, mais ce n'était pas suffisamment solide dans la mesure où ce n'était pas suffisamment moderne ni véritablement enraciné. J'ai été le premier à faire ce lien indispensable et à la suite de mes premiers succès de nombreux groupes se sont créés en Bretagne.

Arsenal : Quel est ton rôle dans le mouvement breton ? (EMSAV)

A.S. : C'est avant tout un rôle culturel, au sens large du mot : dans l'évolution culturelle actuelle, il y a la volonté de faire retrouver aux Bretons leur dignité d'hommes. N'est-ce pas là l'essentiel ?

D'autres tentatives que la mienne vont dans ce sens, dans le domaine cinématographique avec MOIGN ou CAOUISSIN par exemple. Elles devraient se développer rapidement à la suite de ce qui a été fait dans le domaine musical. Mais la musique devait venir en premier car tout peut être dit par la musique, qui s'adresse d'abord au cœur et qui est la meilleure manière d'atteindre à l'universel. Mais maintenant, tous ceux qui s'intéressent à la musique celtique ont besoin d'autres formes d'expression. Et je pense qu'il est très important qu'il y ait un cinéma en langue bretonne, ou des romans de science-fiction en breton. C'est même subversif, de même qu'est subversive, ou choquante, une musique en même temps très actuelle et profondément celtique : elle est choquante pour la seule raison qu'elle existe.

Arsenal : Et maintenant, quelle orientation va prendre ton œuvre ?

A.S. : Ce sera une évolution progressive qui, à partir de thèmes traditionnels, fera une part de plus en plus grande à l'improvisation. C'est ainsi que je prépare un disque qui sera la mise en musique de poèmes écrits par des auteurs bretons actuels. Ensuite, je ferai une sorte de symphonie, une œuvre musicale pop-celtique, qui sera complètement créée. Ce sera là le début d'une nouvelle musique.

Mais il faut aller prudemment ; c'est à partir de bases solides que l'on pourra faire une musique vraiment originale pour moi, cette musique sera mon expression personnelle, celle d'un homme de notre temps, vivant avec l'électricité et se servant donc de l'électricité

pour faire de la musique. Mais en même temps cette musique marquera une certaine continuité avec la musique traditionnelle, et sera l'expression d'une nouvelle société bretonne, dans laquelle les ouvriers des centrales atomiques parleront breton.

Arsenal : *Cette Bretagne nouvelle que tu évoques aura-t-elle sa place dans une France renouvelée ?*

A.S. : *Ce qui est essentiel pour moi, c'est qu'il y ait en Bretagne un pouvoir breton. Que ce pouvoir breton s'inscrive dans un cadre français, européen ou mondial me paraît secondaire.*



*Propos recueillis par
F. FLEUTOT et J.M. BREGAINT*

NOTES



Michel Peissel : LES CAVALIERS DU KHAM (Laffont)

L'histoire d'une résistance populaire, celle que mènent depuis vingt ans les Tibétains, et en particulier les guerriers du Kham, contre l'envahisseur chinois. De nombreuses révélations sur le jeu trouble des grandes puissances à l'égard du « Toit du Monde » et sur l'attitude réelle du Dalaï Lama et de l'aristocratie Lhasséenne avant leur départ en exil.

Bertrand de Jouvenel : DU POUVOIR (Hachette-Littérature)

La réédition attendue d'une étude importante sur la nature du pouvoir et les causes de sa croissance.

Nicole Gérard : SEPT ANS DE PENITENCE (Robert Laffont)

Une femme qui a passé sept ans dans les prisons, de la Roquette à la maison de Rennes (la seule centrale réservée aux femmes), prend la parole dès sa sortie de cet « enfer ». Elle peint avec une lucidité et une émotion extrêmes cette vie de détenue si différente de celle des hommes. Un grand document et peut-être simplement un témoignage de toute personne luttant pour la dignité de l'homme doit avoir lu.

Robert O'Paxton : LA FRANCE DE VICHY 1940-1944 (Seuil)

Sur une période peu connue de notre histoire, une thèse d'un intérêt exceptionnel qui vient remettre en cause l'essentiel des plaidoyers en faveur de Vichy ainsi que nombre de réquisitoires. Le bilan de Vichy, établi par Robert O'Paxton, confirme ce que B. La Richardais remarquait dans le second numéro d'*Arsenal* : loin d'être un accident dans notre histoire, Vichy se prolonge dans notre présent.

C. Brunswick

L. J. Calvet

J.C. Klein : 100 ANS DE CHANSONS FRANÇAISES (Seuil)

Sous forme d'un dictionnaire, tout un mode de vie retracé depuis le dix-neuvième siècle. Les lieux, les chansons, les interprètes de ce mode de communication. C'est un remarquable instrument de travail pour qui voudra comprendre ce qui se passe dans ce domaine que trop de Français subissent mais en le considérant comme secondaire. Ceux qui veulent comprendre notre société ne peuvent l'ignorer.

Pierre Gaxotte : HISTOIRE DES FRANÇAIS (Flammarion)

Réédition d'une « Histoire » déjà classique, prolongée jusqu'en 1970. Un livre indispensable.

Henri Modiano : LETTRE OUVERTE AUX GAULLISTES TRAHIS

A partir d'un scandale de la V^e République, un livre d'un intérêt purement anecdotique agrémenté d'une description féroce des dirigeants du régime actuel.

LECTURES



ANDRÉ BRETON

(Collection Médiations)

« Transformer le monde, a dit Marx ; *changer la vie*, a dit Rimbaud. ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un ». Ainsi s'exprimait André Breton en 1935, devant une assemblée d'écrivains. Et de citer aussitôt Romain Rolland : « *il faut rêver* » a dit Lénine. Il faut agir a dit Goethe ». Tout l'effort du Surréalisme a tendu à la *résolution dialectique de cette opposition*. C'est cette tension contradictoire qui règle les rapports de l'action sociale et de l'art, du politique et du poétique.

Breton a clairement posé ces problèmes dans un petit ouvrage paru en 1936, « *Position politique du Surréalisme* ». La collection Médiations (Editions Goutjier) vient d'en fournir une réédition dont la lecture ne manquera pas de fournir encore beaucoup d'enseignements.

La question posée est double : l'écrivain (ou le poète, ou l'artiste) peut-il désertier le champ politique sans le déjuger, et se livrer à l'action politique sans se trahir ? Par ailleurs, comment l'écrivain convaincu du bien-fondé des analyses marxistes peut-il le mieux servir la révolution : par l'épanouissement de son individualité d'artiste, par essence subversive, ou par le renoncement à toute

forme, même artistique, d'individualisme petit-bourgeois, pour se fondre dans la lutte prolétarienne ?

Bien entendu, pour Breton, ces deux questions n'en font qu'une. D'où une confusion permanente, sensible d'un bout à l'autre du livre. Il est extrêmement intéressant de lire ces pages en tentant de démêler les deux questions. La première est une question *vraie*, fondamentale, essentielle à la vie même de tout écrivain. La seconde se noie dans les brumes romantiques de l'idéologie, sans être pour autant inintéressante, puisqu'elle est tellement caractéristique d'une certaine société intellectuelle française. Lisez ce petit livre, et dénouez-en l'écheveau : vous ne le regretterez pas.

Le plus curieux est que, parfois, Breton, jouant à colin-maillard au milieu du jeu de quilles de ses contradictions, touche - d'un doigt craintif - les réalités. Ainsi, quand, dans le même paragraphe, il écrit ceci : « Il y a quelques années, l'« *humanité* » s'était faite une spécialité de traduire les poèmes de Maïakovski en vers de mirliton » — attaquant ainsi l'art officiel communiste —, et ceci : « M. Léon Daudet, directeur du journal royaliste l'Action française, se plait à répéter que Picasso est le plus grand peintre vivant », rendant ainsi hommage à ce que j'ai appelé, il y a quelques temps, la *critique de combat*, dont Léon Daudet est le maître incontesté.

Breton ne voit là, bien sûr, qu'une « compréhension toute relative et intéressée » (« toute relative peut-être, ce n'est pas sûr — mais « intéressée », la réflexion est à tout-le-moins curieuse. . .)

Ayant frôlé le mur qui le sépare du réel, il retourne aussi vite qu'il le peut dans le jardin où, en naturaliste attentif, il cultive avec amour ses contradictoires. Comme on aimerait que, prenant vis-à-vis de lui-même la saine distance de l'ironie, il se contente de dire -comme le Gide de la meilleure époque- « J'écris Paludes ».

Christian DELARÔCHE.

le système POMPIDOU

Editions du Seuil

Dans le monde politique, qui ne connaît Gilles Martinet ? Ancien communiste (il quitte le Parti en 1938 pour protester contre les procès de Moscou), il collabore pendant la Résistance à *l'Insurgé*. Directeur de *France Observateur*, il milite au P.S.U., puis adhère au Parti socialiste en 1972. Il a publié récemment deux études remarquées, *La Conquête des pouvoirs* et *Les Cinq Communismes*. Son dernier livre, *Le Système Pompidou*, vient à point nommé : qui n'éprouve le besoin, au moment où le pouvoir actuel remet en jeu son existence, d'en savoir plus sur les mécanismes de la 5^e République pompidolienne ?

Ceux-ci sont plus complexes qu'il n'y paraît et de ce fait peu connus, même si les scandales des derniers mois ont jeté quelques lumières sur les liens qui unissent la classe politique « majoritaire » et les milieux d'affaires. Encore convient-il d'expliquer le *pourquoi* de la corruption, qui ne tient pas seulement à la faiblesse humaine mais qui, selon Gilles Martinet, procède de mutations qui se sont produites au cours des dix dernières années dans la classe politique et dans la haute administration.

La technocratie n'est pas, pour Gilles Martinet, un mot vide de sens, une simple image qui rassemblerait sur elle le mécontentement des laissés pour compte de l'expansion. C'est une réalité qui s'incarne dans un petit nombre de hauts fonctionnaires dont la tâche est de gérer une so-

ciété industrielle en expansion mais aussi de définir ses orientations et ses méthodes. Ses chefs de file sont Wilfrid Baumgartner, François Bloch-Lainé, Jérôme Monod et surtout Simon Nora qui, dans un rapport sur les entreprises nationales publié en 1967 va définir la nouvelle doctrine de l'Etat, il s'agit en fait de renoncer à la gestion centralisée du secteur nationalisé en le réintégrant dans la logique du marché. L'assouplissement de la planification, l'autonomie de gestion des entreprises publiques et l'aide aux entreprises retardataires (sur le modèle de l'IRI italien) constitueront les axes fondamentaux de cette nouvelle politique industrielle. Dès lors, pour Gilles Martinet, toutes les barrières qui existaient entre la technocratie d'Etat et le secteur privé disparaissent. D'autant plus que le Patronat, après le choc de Mai 1968, va être en partie gagné par une volonté réformatrice qu'incarne en particulier le groupe *Entreprise et Progrès* et qui s'exprime par la voix des nouveaux dirigeants du CNPF.

A cette nouvelle classe de *managers* publics et privés correspond une nouvelle classe politique qui se retrouve dans l'UDR. Ce parti, minuscule à l'origine, est devenu du fait de l'évolution constitutionnelle du régime et du mode de scrutin un *parti de clientèle* après avoir été l'instrument d'un homme. Ce parti composite, qui rassemble des anciens du RPF et des rescapés de la 4^e République, a pour

principale caractéristique de compter parmi ses dirigeants des grands commis de l'Etat qui n'ont pas suivi le *cursum honorum* de l'ancienne classe politique. D'où les liens qui existent naturellement entre ces politiciens d'un type nouveau, membres d'un parti qui compte une forte proportion de conservateurs, et les technocrates de la haute administration. Le système n'est donc pas sans failles, et le système nerveux que constitue l'Elysée connaît de nombreux complots tels ceux qui, selon Gilles Martinet, aboutiront à la chute de Chaban-Delmas et à la reprise en main de la première chaîne de la télévision.

Tel est le système Pompidou dont l'analyse permet de mieux comprendre la récente marée des scandales. Pour Martinet en effet, leur prolifération est liée à la rencontre de deux phénomènes d'origine

différente : la politique néo-libérale de la technocratie et la pratique « clientéliste » de la classe politique. Système qui n'est pas dépourvu de contradictions, dont la plus éclatante est celle qui oppose la technocratie dominante à la nouvelle classe politique, les courants modernistes du capitalisme au conservatisme petit-bourgeois et populaire.

C'est sur cette contradiction fondamentale que vit le système, et c'est d'elle qu'il pourrait périr. Tel est du moins l'espoir de Gilles Martinet. Dommage que, sur ce point, il ne développe pas plus son analyse et qu'il se contente d'opposer schématiquement au système Pompidou le « Programme Commun » de la gauche, dont on voit mal comment il pourrait amener la disparition du « clientélisme », de la technocratie et de la corruption. Faudra-t-il dénoncer un jour le « Système Mitterrand » ?

Yves LANDEVENNEC

L'anti-oedipe

(Capitalisme et schizophrénie)

de Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI.

Editions de Minuit.

Un livre dont la première édition s'est épuisée en quelques semaines. Autant dire qu'il fait beaucoup de bruit entre Vincennes et la rue d'Ulm. Les auteurs : Gilles Deleuze, anti-philosophe, an-académique et Félix Guattari, psychiatre non-orthodoxe (entendre par là : anti-psychiatre). Pourquoi s'étonner alors de ce titre provocant : « L'Anti Oedipe », dont le sous-titre intrigue : « Capitalisme et Schizophrénie »... ?

Sur un sujet peu original au premier abord (maladie mentale et société), traditionnellement considéré dans un seul sens par les psychiatres (guérir les malades), les auteurs inversent le problème : guérir la société par les malades ! Il sera en fait beaucoup question dans leur ouvrage d'une clé de la psychanalyse, le fameux triangle « Papa-Maman-Oedipe », de même que l'on y retrouve la célèbre triologie « Patrie, Famille, Travail ». Cette triade qu'il nous faut traduire autrement depuis l'avènement des trois penseurs capitaux de l'intelligentsia occidentale, Marx, Nietzsche et Freud, à savoir par ces

trois termes : Etat, Capitalisme, Psychanalyse. Le trinôme se révèle monôme, car l'objet de la démonstration peut être défini ainsi : la psychanalyse est la plus sûre alliée de l'Etat dans le procès de production capitaliste. Cette unique réalité s'appelle « Loi », « Répression », « Code », « Père », « Ecriture », « Signifiant » ou même « Dieu » selon les besoins de la démonstration.

Le but, on s'en doutera, est formellement défini : il s'agit d'abattre le tyran parano-fasciste. Cela signifie en clair faire la Révolution, une reprise du projet de Reich et de Marcuse : Faire une révolution sociale et sexuelle qui sont les deux aspects d'une même réalité. Changer les rapports de (re) production, sans bouleverser dans un même temps les rapports entre les personnes, c'est se condamner à l'échec soviétique, stalinien ou maoïste. Le moyen paraît assez peu en rapport avec le but : le schizophrène, malade en qui s'allient la puissance subversive du désir et l'impact révolutionnaire de la coupure. En un mot : le shizo-révolutionnaire.

Est-il nécessaire de reprendre le détail d'analyses aussi difficiles que brillantes sans posséder une connaissance approfondie de la psychanalyse ? L'ennemi, l'objectif prioritaire à abattre, c'est la psychanalyse (Freud n'est-il pas ce bon papa vieillard ?). Le complexe d'Oedipe est particulièrement visé. Chez Freud, l'Oedipe occulte peut à peu la théorie de l'inconscient jusqu'à occuper le devant d'une scène tragi-comique à trois personnages : le Moi, le Surmoi et le Ça. Oedipe noue et dénoue l'insurmontable énigme qui détermine l'inconscient personnel et collectif. Deleuze et Guattari percent le secret bien gardé, la scène primitive de l'inconscient, les tenants et aboutissants de la tragédie classique, le scénario originaire de la névrose : « Papa-Maman-Castration ». Le coupable, c'est la famille conjugale, produite de l'Etat et du Capitalisme (Marx : La Sainte Famille).

La pensée freudienne ne s'est jamais départie du familialisme oedipien. Du début à la fin, scène primitive conduisant à la névrose, on retrouve sans cesse l'aveugle dénoueur d'énigme. Le fil rouge freudien ressemble à l'éternel retour. Impossible de rompre cette fatalité. L'échec de Freud et de la psychanalyse est consommé par la figure du schizophrène.

L'origine du fatum, Etat, Capital, Famille, doit être recherchée dans l'histoire dont l'archétype psychique porte la trace. Au commencement, archi-ancien, est le Sacré, Dieu, appelé Père par le Fils. La puissance brise la tribu, société archaïque dont Moïse, « despote oriental », invente l'écriture des tables de la loi. Le mythe grec d'Oedipe raconterait

le passage de la communauté villageoise à la communauté d'Etat, dont la généalogie, deus ex machina, explique tout : inconscient, désir, investissement, épargne, capitalisme. La bande noire à cols blancs des fonctionnaires-tyrans marque l'esclave du sceau inique de l'écriture, signifiant par là un diable appriivoisé par la queue.

Ces analyses riches et variées dont le but est la révolution ne peuvent être évoquées totalement. Passons aux remèdes : « Schizophréniser la Société », « Schizanalyser le psychanalyste », entraîner la société dans un processus de coupure que le capitalisme, avouons-le, entame fortement. Le schizophrène, individu séparé, aliéné, « machine désirante », « corps sans organes », est considéré comme la machine de guerre. Ce fou qui souffre, « déterritorialisé », producteur-destructeur, Antonin Artaud, Eckett du pauvre, Arthur Miller *in* *vendu* n'est bon que pour l'asile. Il constitue à la fois la limite et l'échec de la famille, de la psychanalyse et des contradictions du capital.

Manifestement, à la lecture de cet ouvrage, nous sommes renseignés davantage sur Deleuze que sur le pouvoir. Empruntons à André Green, psychanalyste orthodoxe celui-là, ses conclusions : « A quoi ça sert ? ». Le diagnostic du psychiatre Koupernik nous apparaît pertinent : « Un délire intelligent mais gratuit ». Ne s'agirait-il pas plus précisément du vieux délire anarchiste qui « à partir du flanc gauche de Jacques Lacan », reprendrait du poil de la bête : « Ni Dieu ni maître » ou plutôt, nous semble-t-il, « un seul Dieu : Moi, Moïse ! ».

Georges BERNARD

CLEFS pour le syndicalisme

Lucien Riaux

Seghers

Les éditeurs, si prompts à suivre les mutations sinon à les précéder, savent répondre aux besoins des Français passionnés par leur temps et leur fournissent à tout propos une pléthore d'analyses, d'études, d'enquêtes sur les problèmes du jour. On pourrait donc s'attendre à ce que la crise traversée aujourd'hui par le syndicalisme suscitât une abondante littérature : il n'en est rien. A de très rares exceptions près, on ne trouve guère dans tous les livres récents traitant du syndicalisme que de vieilles resucées des propagandes confédérales ou des rapports d'autosatisfaction. Les idées reçues, les clichés et les a priori sont sans doute encore trop forts pour qu'une analyse lucide et détachée puisse en être faite aujourd'hui.

Le mérite d'un Lucien Rioux, auteur de *Clefs pour le syndicalisme*, est d'autant plus grand que, syndicaliste lui-même, et engagé, il est cependant parvenu à brosser brièvement un tableau objectif du syndicalisme contemporain, de ses échecs et de ses espérances, de ses limites et de son apport considérable à la vie sociale française depuis qu'il existe. La partie purement historique du livre n'apprend pas grand chose : elle permet, simplement, de mieux situer les centrales par rapport à un passé auquel elles se montrent étroitement attachées, de mieux comprendre les « inhibitions » qui les bloquent, et de replacer aux origines même du mouvement syndical le malentendu foncier entre la voie révolutionnaire et la voie réformatrice, ou, mieux le glissement de l'une à l'autre. « L'anatomie des syndicats », de même, qui est un recensement des diverses organisations actuelles, n'a d'autre utilité que d'éclairer l'observateur qui n'y entend rien.

Mais là où Lucien Rioux intéresse particulièrement, c'est lorsqu'il tente - brièvement - de dresser le bilan (« peut-être un peu trop pessimiste », avoue-t-il lui-même) du syndicalisme,

lorsqu'il s'interroge - par delà ses victoires et leurs effets positifs - sur son sens même, qu'il aborde l'épineux problème des rapports entre syndicalisme et politique, l'échec de mai 68 et Grenelle, et qu'il cherche des « réponses à trouver ».

UN BILAN PESSIMISTE

Le livre s'ouvre sur l'évocation du « printemps des O.S. », en 1971. Rappelez-vous cette grève née dans un atelier de la Régie Renault, au Mans. Si, « pour la forme », pourrait-on dire, les revendications se sont exprimées sur un plan strictement quantitatif, traditionnel, les motivations profondes des grévistes débouchaient sur un mécontentement difficile à cerner et à exprimer : travail ennuyeux, manque de considération, de dignité, ressentiment face à des structures hiérarchiques trop rigides, et inutiles. Un syndicaliste cité par L. Rioux dit : « Il s'agit d'un phénomène de « ralbol » semblable à celui qui a bouleversé les lycées ». Que font les syndicats ? Ils sont incapables, non seulement de comprendre les causes exactes du mouvement revendicatif (« ils n'ont pas su, ou pas voulu »), mais de jouer le rôle qui leur était imparti : reprendre le mouvement à leur compte et aider à sa satisfaction. L'attitude de chaque centrale est, à cette occasion, très révélatrice des « tares » propres à chacune, et de son impuissance. La CGT, par exemple, y voit une grève classique et y répond en termes classiques. La CFDT, dont les thèmes de revendications « qualitatives », appuyés par une initiative spontanée, devenaient opportunément actuels, s'est montrée incapable de s'imposer chez Renault en cette occasion dont elle pouvait tirer le meilleur parti. Enfin, et c'est une donnée de première importance, le public traditionnellement ennemi des désordres a, lui, pris fait et cause pour les grévistes : « il a, mieux que les spécialistes, compris la révolte des O.S. et il l'a soutenue comme si lui-même ressentait l'agression de la société industrielle contre les hommes qui produisent ».

L. Rioux cite ensuite l'affaire du contrat de progrès à l'EDF, en novembre-décembre 1969. On connaît l'histoire : une grève à l'initiative de la CGT, en plein hiver, condamnée par l'opinion ; le gouvernement saute sur l'occasion (c'est l'époque où Chaban-Delmas lance sa « nouvelle société »), et propose un contrat avantageux quant aux salaires, mais escamotant le droit de grève. Acculée, la CGT s'en tire en soumettant sa décision à l'avis de la base, par voie de référendum. Il est d'ailleurs amusant de noter qu'un an plus tard, la CGT signera benoîtement le contrat après quelques modifications.

Après avoir rappelé ces deux exemples particulièrement significatifs du déphasage des centrales par rapports à ce que l'on est en droit d'attendre d'elles, L. Rioux se demande s'il ne faut pas dresser dès lors un constat d'échec : *« On pourrait croire (...) que le syndicalisme français se distingue surtout par ses erreurs d'appréciation, son incapacité à comprendre les situations, son manque de sensibilité aux réactions de la base, bref par sa position en « porte à faux » par rapport à ceux qu'il est censé représenter »*. Et, dépassant cette constatation, il en arrive à l'évolution réformiste du syndicalisme par rapport à ses finalités premières, révolutionnaires et unitaires, l'ancien responsable syndical, on pouvait s'y attendre, refuse de croire à l'échec : *« La vérité est plus nuancée. Si échec il y a, il y a aussi réussite. Le syndicat n'en est pas seul responsable, mais il a largement contribué aux transformations sociales observées depuis près d'un siècle »*.

C'est vrai. Mais on est en droit de se demander si le syndicalisme était vraiment contraint par les circonstances d'abandonner ses objectifs révolutionnaires pour aboutir à ces transformations : déclarer la guerre au capitalisme, vouloir vaincre, n'était-ce pas envisager des garanties plus sérieuses ? On touche là la clef du problème : l'équivoque qui pèse sur la *politisation* des syndicats. De fait, les syndicats ont renié cette clause de la charte d'Amiens qui stipulait leur totale indépendance vis-à-vis des partis et groupements politiques (au pouvoir ou non) ; ils se sont, dans ce sens, politisés. Mais ils ont parallèlement renié une autre clause, celle qui affirmait une volonté résolument politique : lutter contre le système établi, fut-ce par le biais corporatif. Politisation dans un sens,

donc, et le plus vil, mais en revanche dépolitisation par rapport aux finalités initiales.

SYNDICALISME ET POLITIQUE

On peut évidemment rétorquer que cette distinction ne vaut pas pour la CGT qui reste la courroie de transmission d'un parti politique aux objectifs révolutionnaires. Il y aurait donc là une équivoque et, dans les formes, la principale centrale ouvrière resterait donc fidèle à l'esprit de la charte d'Amiens. Ce serait vrai si le Parti Communiste adoptait une stratégie authentiquement révolutionnaire. Ne revenons pas là-dessus ...

Sur ce plan âprement discuté des rapports entre le syndicalisme et la politique, l'expérience de la CFDT présente un immense intérêt. La CFDT n'est liée à aucun parti d'opposition (comme la CGT), ni à la majorité comme le sont « objectivement » les autres centrales. Le fait qu'Edmond Maire vienne du PSU, que son prédécesseur au secrétariat général Eugène Descamps milite aujourd'hui au Parti Socialiste, que l'ancien prédisent confédéral André Jeanson ait fondé « Objectif Socialiste », ne signifie rien. Ce qui est intéressant, c'est que la CFDT, née du réformisme démocratichétien de la CFTC, soit revenue d'elle-même à l'esprit de la charte d'Amiens. En déclarant lutter à la fois sur les fronts économique, social et idéologique, en optant pour un type de société bien déterminé, la CFDT fait, cela va de soi, de la politique. Tout comme cela en fit en mai 1968, et l'attitude des divers syndicats à cette occasion fut d'ailleurs bien révélatrice. Pour toutes, le seul résultat positif de la révolte de 68 est sorti des maquignonnages de Grenelle. Pour la CFDT - qui y était comme tout le monde -, les conséquences sont autres : le vent de mai a véritablement soufflé sur la confédération, et son congrès de 1970 a concrétisé l'assimilation par elle des grands thèmes de la contestation.

Lucien Rioux conclut son livre en appelant les syndicalistes à trouver des réponses à quelques questions. Celle de l'unité, d'abord. Mais on ne voit guère comment les syndicats pourraient trouver un terrain d'entente, hors des traditionnelles revendications quantitatives, alors que les uns considèrent la société capitaliste comme un acquis à « aménager », et les autres comme la bête à abattre. Si l'unité doit donc se faire, ce ne peut-être que selon des critères politiques, une fois de plus.

Ensuite, l'adaptation à tous les problèmes qui ne se posent pas immédiatement aux syndicalistes mais qui, prenant une importance croissante dans les ressentiments de l'opinion, entraînent des mutations qu'ils ne peuvent négliger. Adaptation au monde moderne, évolution des rapports sociaux, des méthodes de production et des conditions de travail, interaction croissante des problèmes économiques, sociaux et régionaux, urbanisme, consommation, la liste n'est pas limitative. En se restreignant à des luttes quantitatives ou à des options trop générales, le syndicalisme ne risque-t-il pas de rater le coche et de provoquer une

désaffection croissante ? C'est plus que probable : la déception des Français à l'égard du syndicalisme ressemble fort à leur déception à l'égard des partis, et la rencontre n'est pas fortuite. Lucien Rioux le sent bien, qui remarque l'association désormais banale de la notion de *qualité de la vie* à celle de *niveau de vie*. Il nous semble cependant bien optimiste lorsqu'il conclut : « *Les syndicats ne seront pas absents lors du règlement des crises qui affectent de plus en plus la société industrielle* ». Il faudrait, pour ce faire, qu'ils procèdent à une véritable prise de conscience politique. On n'en sort pas ...

Philippe DARTOIS

MALTHUS

Collection *société* aux éditions du Seuil par Jean-Marie Poursin et Gabriel Dupuy (142 pages), 1972.

Malthus aurait-il enfin raison ? Tel est le thème du livre de Jean-Marie Poursin et Gabriel Dupuy consacré à Malthus. Au delà d'un exposé sur la doctrine démographique et économique de Malthus et de son actualité, les auteurs semblent surtout vouloir analyser et incriminer une mentalité.

Une approche démographique des problèmes économiques

Les théories démographiques et économiques de Malthus contenues respectivement dans *l'Essai sur le taux de population* et les *Principes d'économie politique* présentent une remarquable unité de conception et d'inspiration. La théorie démographique de Malthus se fonde sur deux postulats : « *Premièrement que la nourriture est nécessaire à l'homme. Secondement que la passion entre les sexes est nécessaire et se maintiendra, à peu de choses près, telle qu'elle existe maintenant* ». (p. 17) Or, d'après Malthus, l'accroissement de la population suit une progression géométrique alors que l'accroissement des ressources ne bénéficie que d'une progression arithmétique. La conclusion s'impose d'elle-même. A terme le genre humain est condamné à la famine et à la destruction. Dès lors, on ne peut s'étonner que les théories économiques de Malthus à travers l'étude des notions de valeur, de

rapport offre et demande, de répartition du produit et de la politique économique soient fondamentalement une étude de la fonction de rareté. Ainsi, la notion de valeur dépend-elle étroitement de la difficulté d'obtenir une marchandise.

Nuancée avec raison par l'explication des facteurs historiques et géographiques qui expliquent l'éclosion de l'idéologie malthusienne, la critique faite par les auteurs semble pertinente. Tout d'abord, le démenti de l'histoire. Malthus n'avait pas saisi l'ampleur de la transformation de la société de son temps. L'entrée dans l'ère industrielle permettait d'envisager grâce aux progrès techniques une progression inattendue des ressources utilisables par l'homme. Dès la fin du 18^e siècle, on pouvait déjà constater une dissociation entre la fertilité et la sexualité par l'apparition du contrôle volontaire des naissances. De même, la méthode suivie par Malthus économiste est-elle erronée : « *Malthus raisonne pour une société donnée, à partir de problèmes concrets, qui sont donc les problèmes de cette société, à partir aussi de comportements observés et non imaginés, ni abstraits. Par suite, ce que Malthus considère comme des lois, des données, des constantes, des mécanismes économiques et démographiques sont en fait relatives à un champ historique et social restreint.* » (p.71).

Malthus revient ...

Le problème du sous-développement des pays du tiers monde et les problèmes écologiques de la société de consommation confèrent à nouveau une actualité à la pensée malthusienne trop tôt abandon-

née au musée des idéologies défailantes.

C'est dans les années 50 que fut forgé le vocable de « pays sous-développé ». Là encore, de savantes comparaisons statistiques entre la natalité dans le tiers-monde provoquée par le progrès de l'hygiène qui rompait d'une certaine manière l'équilibre de la nature et l'abondance des ressources alimentaires conduisirent à des extra polations condamnant les pays pauvres à la famine. Or, une nouvelle fois, le progrès technique a permis d'améliorer considérablement les rendements des cultures vivrières. Si l'état de sous-développement persiste, du moins peut-on assurer sommairement l'approvisionnement des populations. Enfin, un mouvement vers la réduction du taux de natalité se dessine dans le tiers-monde.

La société de consommation par le désordre écologique qu'elle entraîne, tout en fournissant à l'homme le surplus de sa nourriture le prive des biens presque aussi nécessaires : l'air, l'eau, le calme de la nature, l'intimité, le silence etc ... Ainsi apparaît une nouvelle rareté. Celle-ci n'est pas due à l'excès du taux de natalité mais au type de concentration de l'humanité dans les pays développés. Si l'on ajoute à cela la constatation que notre consommation d'énergie est excessive dans un monde dont les ressources ne sont pas infinies, on peut raisonnablement concevoir quelque inquiétude quant à l'avenir. D'ailleurs, cette consommation d'énergie par habitant des pays sur-développés est telle qu'elle implique l'impossibilité de permettre un jour le développement des pays du tiers-monde. *« Il semble impossible d'envisager d'une façon réaliste que le niveau de vie des pays sous-développés rejoigne jamais celui des pays riches. Chaque privilégié charge les ressources et la nature 20 à 50 fois plus qu'une personne défavorisée. Il y a quatre fois plus de population dans le tiers monde que dans les pays industrialisés et dès maintenant les seuils critiques de pollution sont atteints et les risques d'épuisement des ressources non renouvelables apparaissent ! »* (p. 125)

mentalité malthusienne, contre-révolution et sens de l'histoire ...

Les auteurs s'attachent bien plus à montrer l'actualité d'une mentalité qu'une doctrine à laquelle l'histoire a infligé le démenti le plus patent (du moins jusqu'à présent).

A leurs yeux, la pensée de Malthus est

l'exemple même de l'idée écologique contre-révolutionnaire. *« Le réflexe idéologique de défense, représenté par l'œuvre de Joseph de Maistre, de Bonald, de Burke et d'Haller, connaît avec Malthus son véritable précurseur et l'un de ses épigones. La défaite de la France et de l'Europe après un quart de siècle d'événements « monstrueux », l'écrasement de l'impie s'expriment positivement par la création d'un carcan institutionnel et doctrinal qui doit éviter à jamais le retour de la révolution : la Restauration et la Sainte-Alliance »*. (p. 55). Cette idéologie s'appuierait sur l'existence de l'homme immuable et éternel imposé par Dieu pour le malheur de l'homme. *« La Bourgeoisie admettra d'emblée les caractères d'éternité et de nécessité des implacables condamnations émises par Malthus, elle opposera à toute tentative d'intervention, les lois de la nature dictées par Dieu »*. (p. 56). N'y a-t-il pas là une méconnaissance de la véritable pensée contre-révolutionnaire telle qu'elle est définie par Charles Maurras et l'école d'action française ? Pour celle-ci, il n'y a ni dans le domaine politique, ni dans le domaine économique, *une force des choses mais une nature des choses*. L'histoire n'est le produit d'aucune fatalité que ce soit celle du progrès ou celle du malheur. Certes, la nature sociale comporte des lois dont on ne peut s'affranchir. Mais c'est précisément l'utilisation de ces déterminismes qui permet à la volonté de l'homme d'agir et de vaincre le cycle du malheur. La croyance dans un progrès indéfini ou dans une décadence fatale procède d'une même vision mécanique erronée de l'histoire.

Certaines réflexions nourries par la lecture de ce livre devraient inciter l'historien occidental à plus d'humilité. Il est déjà certain que la croissance devra être « ré-orientée » en raison de l'existence de butoirs écologiques. La santé psychologique de l'homme ne résisterait pas à la vie de plus en plus infernale des concentrations urbaines. Les ressources énergétiques ne sont pas inépuisables. Viendra sans doute un jour où l'homme, qui espère toujours davantage, devra se contenter de moins. Dès lors, peut-on croire encore que nos sociétés constituent des modèles pour les nations sous-développées ? L'homme moderne a tendance à croire le progrès matériel des sociétés occidentales infini parce que celui-ci n'a jamais été interrompu. Du moins sent-il déjà combien est trompeuse l'équation bonheur et abondance de biens.

OU VOUS TROUVEREZ ARSENAL



Dans la région parisienne

324 rue St Honoré
36 bd St Germain
7 rue St Victor
33 rue Gay-Lussac
49 bd St Germain
149 bd St Germain
82 bd St Michel
65 rue de Rennes
113 bd St Germain
3 carrefour de l'Odéon
16 rue des Saints Pères
1 av Matignon
63 av des Champs-Élysées
84 av des Champs-Élysées
22 rue Quentin-Bauchart
15 - 17 rue de Rome
90 rue du Rocher
6 - 8 bd des Capucines

Paris 1°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 7°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 9°

8 bd Montmartre
112 rue St Charles
114 rue de Sèvres
34 rue du Or Blanche
12 rue de Passy
4 bd de Charonne
5 rue E Deloison
14 place du marché
3 rue Bellini

Paris 9°
Paris 15°
Paris 15°
Paris 16°
Paris 16°
Paris 20°
92 Neuilly
92 Neuilly
92 Puteaux

Et dans les villes suivantes :

Aix-en-Provence, Amiens, Angers,
Besançon, Bordeaux, Caen,
Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille,
Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy,
Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes,
Rouen, Strasbourg, Toulon, Toulouse.

POUR NOUS ECRIRE



arsenal

17 rue des petits-champs

tel: 742-21-93 Paris 1^{er}

pour vous abonner

NOM

Prénom

ADRESSE

Code Postal

Profession

Date de naissance

Souscrit un abonnement d'un an (dix numéros) à ARSENAL à partir du numéro

et verse ce jour la somme de (1)

par (2)

taut à le

Signature

pour vos amis

Donnez-nous le nom et l'adresse des personnes de votre entourage susceptibles d'être intéressées par ARSENAL. Nous leur ferons parvenir l'un de nos prochains numéros.

Nom, prénom

Adresse

Profession

Nom, prénom

Adresse

Profession

- (1) Abonnement : 60 fr
Abonnement : 150 fr

- (2) Chèques bancaires à l'ordre d'ARSENAL
Chèques, mandats et virements postaux
à l'ordre d'ARSENAL CCP : La source 30 737 24

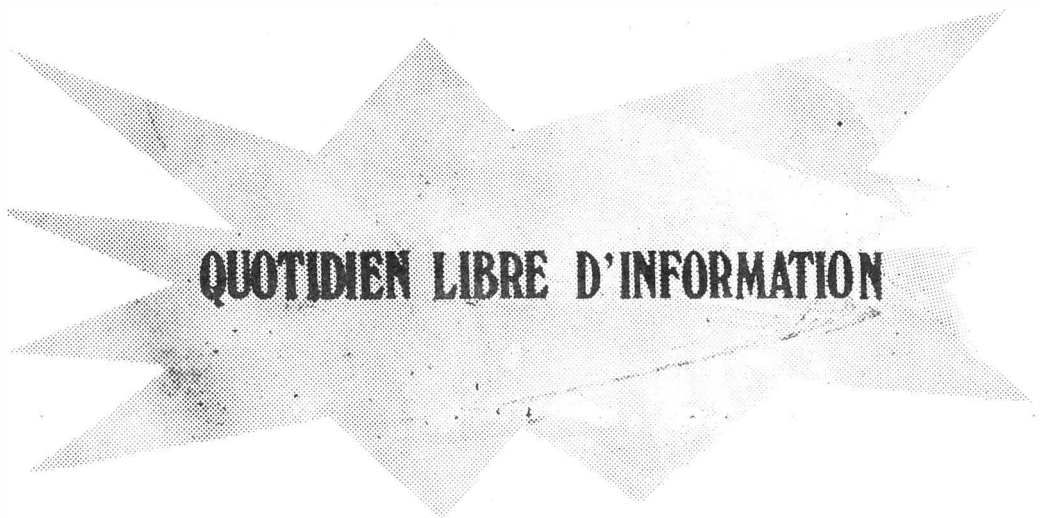
CHAQUE JOUR LISEZ

COMBAT



Vous trouverez des rubriques spéciales :

<i>Beaux-Arts</i>	<i>Le lundi</i>
<i>Tourisme</i>	<i>Le mardi</i>
<i>Lettres</i>	<i>4 pages le jeudi</i>
<i>Mode</i>	<i>Le samedi</i>



QUOTIDIEN LIBRE D'INFORMATION

en vente dans tous les kiosques

PUBLICITÉ

- LE THEATRE DE MONTHERLANT

par Ferdinando Banchini

L'étude la plus complète à ce Jour.

Nombreuses références bibliographiques.

format 17/24 cm - 266 pages - franco 40 fr

- TRISTAN CORBIERE, POETE MAUDIT

par Micha Grin

L'homme et l'oeuvre

format in8° - 236 pages - franco 32 fr

- FRITZ LANG

Textes réunis par A Eibel

Le premier dossier complet sur un cinéaste.

format à l'italienne, sous étui cartonné, papier

couché, nombreuses illustrations - 224 pages - franco 40fr

- METAMORPHOSE DE LA LITTERATURE

par Pierre de Boisdeffre

Tome I : de Barrés à Malraux , 546p

Tome II : de Proust à Sartre , 476p

Les deux volumes - franco 60fr

- INTRODUCTION CRITIQUE AU MARXISME

par Emile BAAS

Un exposé objectif et une critique approfondie
en référence aux valeurs permanentes de l'humanisme
chrétien.

format in8° - 196 pages - franco 13 fr

Adressez votre commande accompagnée de son règlement

FRANCE UNIVERS DIFFUSION

6, rue Papillon - 75009 Paris - CCP Paris 561 08

arsenal